

ARRACHONS A LA JUSTICE MILITAIRE LES RAPPELÉS DE LA GARE DE LYON ! (p. 4)

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

L'héroïque combat
des ouvriers nantais

(pages 6 et 7)

A LA PORTE LE GOUVERNEMENT DE LA GUERRE EN AFRIQUE DU NORD !

« Une équipe agonisante ». C'est ainsi que Le Monde définit le Gouvernement Edgar Faure. Au moment où nous composons ce numéro, il est impossible de dire si l'agonie sera plus ou moins prolongée, différents facteurs pesant sur l'Assemblée Nationale à la rentrée de celle-ci, notamment la tenue de la prochaine conférence de Genève. Quoi qu'il en soit, on n'a jamais vu un gouvernement qui ait accumulé sur lui un mépris plus complet et plus général. Même le gouvernement Laniel n'avait pas roulé aussi bas.

Les généraux des affaires indigènes se moquent des décisions gouvernementales et font ce que bon leur semble au Maroc. Une lettre du Président de la République est restée dans la poche du général de Latour. De hauts fonctionnaires et des députés, dont l'un muni d'un mandat du Ministre de la Défense Nationale, organisent la révolte des colonialistes. Des Ministres eux-mêmes déclarent ouvertement rester au Gouvernement pour qu'il soit rendu impuissant.

Dans le pays, les petits commerçants et les paysans se révoltent contre un régime insupportable, tel est un autre fait important, même si ces révoltes sont exploitées par de louches individus.

Les ouvriers montrent eux aussi leur volonté de changer leur sort ; les manifestations violentes, dans les rues, dans les bureaux des patrons et des syndicats patronaux, se sont multipliées dans toutes les régions du pays.

La jeunesse, rappelée ou maintenue dans les casernes pour un temps indéfini, manifeste elle aussi, parfois sous une forme éclatante comme à la gare de Lyon, le plus souvent sous les multiples formes qui sont classiques des premières luttes collectives dans les casernes.

En Algérie, les valets du deuxième collège eux-mêmes osent dire quelques vérités à l'administration française, et notamment qu'ils ne représentent pas les Algériens.

Même dans un milieu aussi manœuvrable que les Nations Unies, les rododomontades d'un Pinay n'ont réussi qu'à provoquer une gifle cinglante, ce qui n'a nullement ému le pays, car les travailleurs ne partagent nullement les préoccupations des professionnels de la politique bourgeoise.

Il y a un abîme entre ces gens et la grande masse du pays. Dans une telle crise de régime (car il ne s'agit pas d'une crise gouvernementale, d'une simple crise que les prochaines élections pourront régler), des hommes courageux s'expriment comme le journaliste Barrat, poursuivi pour n'avoir pas vu des bandits dans les maquis algériens, ou l'écrivain Jules Roy, qui écrit ce que pensent beaucoup : « Si j'étais Musulman, ce n'est pas de notre côté que je serais, mais dans le maquis. »

Après l'expérience encore toute fraîche de la Résistance, après celle de la guerre d'Indochine, il ne peut y avoir que des résidus impuissants d'une bourgeoisie en décomposition pour croire qu'ils ont la force de redresser la situation, pour penser qu'ils pourront traiter le pays comme il en fut fait d'un Granval.

Impuissance du capital, mécontentement général, mépris grandissant pour l'appareil politique de la bourgeoisie, mouvements spontanés de la classe ouvrière, a-t-on jamais vu conditions plus favorables

pour balayer un régime moribond et passer à la construction d'une société socialiste ?

Mais, si les ouvriers montrent une combativité magnifique — dont la grève de Nantes est l'exemple le plus remarquable — si nombreux sont ceux qui sont prêts à agir pour sortir d'une situation aussi catastrophique, ceux qui disposent aujourd'hui de la direction, des grandes organisations ouvrières, ceux qui reçoivent les votes des millions de travailleurs, ces directions du P.S. et du P.C. ont rarement montré autant de pleutrerie, de couardise. Pour elles, la trahison est à l'ordre du jour.

(Suite en dernière page).

Le Mouvement de la Résistance Marocaine et le Front de Libération Nationale Algérien annoncent la création de l'armée de libération du Maghreb

Les grandes attaques lancées simultanément des deux côtés de la frontière algéro-marocaine ont montré l'unité de front des maquis Nord-africains. Ceci est confirmé par le tract suivant qui a été publié par *Le Figaro*. Ce fait a une portée décisive pour l'avenir de la lutte des peuples Nord-africains.

« L'armée de la libération Nord-africaine, constituée par l'ensemble des mouvements de résistance d'Afrique du Nord, a engagé une lutte historique contre l'envahisseur étranger en déclenchant des opérations communes. Le commandement de l'armée de la libération, véritable émanation des mouvements de résistance nord-africaine, tient à proclamer solennellement tant auprès de l'opinion du peuple africain qu'auprès de l'opinion mondiale, qu'il mènera la lutte jusqu'à la réalisation de l'indépendance totale des pays du maghreb arabe, dont le

retour du sultan Sidi Mohamed ben Youssef sur son trône est une des réalités intangibles.

« Qu'il ne se considérera nullement lié par tout accord passé ou futur ne réalisant pas l'objectif précédent.

« Qu'il considérera comme ne représentant qu'elle-même toute personne s'étant mise ou se mettant en contradiction avec les objectifs poursuivis par l'armée de la libération et qui symbolisent les aspirations réelles du peuple Nord-africain. »

« L'armée de la libération vous invite au grand combat sacré qui doit mener le peuple Nord-africain vers une ère de dignité et d'honneur. »

Ce tract est signé « Armée de Libération du Maghreb » (Mouvement de la résistance marocaine, Front de Libération nationale Algérien).

EN
4 SEMAINES

EN BONNE COMPAGNIE

La presse bourgeoise française n'a pas de mots trop forts pour dénoncer le Yémen ou l'Arabie séoudite qui ont voté pour que la question algérienne soit discutée à l'O.N.U. Des nations sauvages, voyez-vous ! Mais, dans la belle collection des nations civilisées qui ont soutenu l'impérialisme français, il y a l'Afrique du Sud, dont le gouvernement ne se borne pas à imiter Hitler, mais à faire plus que celui-ci. Je te donne les Bantous et les Hottentots, refilame moi les Algériens !

LES PROBLEMES DE LA CIRCULATION

Une récente statistique nous a appris que 40 % des ouvriers utilisaient un moyen de transport individuel (bicyclette, vélomoteur, moto ou scooter) pour se rendre à leur travail.

Aussi tous les travailleurs de la Région Parisienne, pour lesquels le trajet représente une sérieuse fatigue supplémentaire au milieu d'une circulation automobile sans cesse accrue, apprécieront-ils comme il convient cette déclaration du Préfet de Police qui précisait dernièrement que la moitié des effectifs de la police de la circulation était maintenue en réserve pour « parer à d'éventuelles manifestations... ».

DEMAIN, ON RASERA GRATIS

Les « campeurs » involontaires logés depuis des mois sous le pont Sully par les soins de l'Abbé Pierre avec la bénédiction des autorités compétentes, et tous les sans-logis parisiens auront particulièrement apprécié au seuil de l'hiver cette déclaration du Ministre de la Reconstruction annonçant que (grâce à lui bien entendu) on construirait dans les 18 mois à venir autant de logements que dans les dix années passées... Ce qui n'est pas très gentil pour ses prédécesseurs, bien que dans le fond, cela ne fasse quand même pas beaucoup, beaucoup de logements pour les travailleurs.

Edgar Faure lui, nous promet à la Radio que dans 10 ans, notre niveau de vie aura doublé... si les travailleurs lui en laissent le loisir en mettant une sourdine à leurs revendications inconsidérées. Croit-il donc lui aussi que la classe ouvrière se contentera éternellement de promesses et que ses ministres ou lui-même seront encore au pouvoir dans 10 ans, ou même dans 18 mois ?

EN VESTON (ET CALOT) DANS LA RUE

Tandis que l'offensive des ultra-colonialistes se développait contre les projets pourtant bien anodins arrêtés à Aix-les-Bains, il était demandé aux anciens du CEFEO de venir manifester devant la Présidence du Conseil, le 16 septembre, « avec bêtise ou calot d'arme avec insignes, ainsi que les drapeaux des sections ». Malgré les 20.000 convocations envoyées, seule une ridicule poignée d'anciens d'Indochine répondit à cet appel de fascistes qui, rêvant encore des lauriers de Chiappe ou de de La Rocque, voulaient donner un « sévère avertissement aux politiciens vénaux et sans scrupule qui ont mis sur l'apathie actuelle du peuple français pour poursuivre leur œuvre actuelle de désagrégation. » (C'est le texte même de la convocation).

Bien que Faure et sa clique n'aient pas grand chose à redouter des Aumeran et autres Bénouville, quand on se rappelle comment Laniel et Pleven étaient houpillés l'an dernier par les mêmes A.C. d'Indochine, il faut voir dans l'échec total de cette manifestation fasciste autant la crainte d'une riposte ouvrière que le désaveu par une grande partie de ces hommes du triste rôle qu'ils jouèrent, et leur refus d'être complices en Afrique du Nord d'une nouvelle guerre d'Indochine.

« TU NE TUERAS POINT »

Le 29 septembre, plus de 300 rappelés en instance de départ pour l'Algérie ont assisté à Saint-Séverin à une messe (dite par des aumôniers militaires) et à laquelle ils avaient voulu donner « au nom de la fraternité humaine » un sens de protestation contre le sale travail qui les attend en Afrique du Nord. Il ne faut certes pas minimiser l'importance de cette prise de conscience par certains éléments de la bourgeoisie, mais nous marxistes, pour lesquels la religion reste « l'opium des peuples », devons regretter profondément que la première manifestation « organisée » dans l'armée (après les « incidents » spontanés de la Gare de Lyon) ait pris cette forme et ait été organisée par des catholiques et non par l'U.J.R.F. ou le Parti Communiste Français.

ON NOUS ÉCRIT :

UN HORS LA LOI RÉPOND
A EDGAR FAURE

Un militant de la résistance algérienne nous a fait parvenir la lettre qui suit :

« Depuis mon enfance, j'entends dire que l'Algérie est française, l'Algérie c'est trois départements français. L'Algérie est une province française, comme la Bretagne, la Normandie.

Ce qui est surprenant, c'est qu'on ne se donne jamais la peine de justifier l'appartenance de la Bourgogne ou du Languedoc à la France ! Et n'importe quel voyageur partant de France pour l'Algérie ou vice-versa se trouve soumis aux contrôles de la « Douane » ce qui n'existe pas pour une province française !

Sur la façade des écoles il est sagement inscrit « Ecole indigène » et un peu plus loin « Ecole européenne ».

La femme algérienne n'a pas le droit de vote comme une Française.

Les avantages sociaux sont pratiquement inexistantes en Algérie.

Le suffrage universel n'est qu'un vain mot pour les Algériens. En plus de la falsification systématique des élections, il est une règle inscrite dans la loi, qui fixe qu'un Européen vaut neuf musulmans.

A noter aussi qu'à ce jour, le Sud algérien est sous une administration militaire.

Il me semble que si on médite raisonnablement le problème algérien, on pourra se rendre compte qu'Edgar Faure lui-même ne croit pas à ce qu'il dit.

L'Algérie est une nation comme toutes les autres, avec son histoire, ses frontières, sa langue, ses mœurs.

L'Algérie a perdu la guerre comme tant d'autres nations qui aujourd'hui figurent parmi les plus grandes puissances mondiales, et ce n'est pas une raison pour que le colonialisme français continue l'extraction de nos richesses et l'extermination de la personnalité algérienne.

Le colonialisme français s'est refusé à prendre en considération les revendications les plus raisonnables du peuple algérien. Une répression aveugle et continue s'est abattue sur l'Algérie depuis la fin de la guerre.

Depuis le 1^{er} novembre 1954, des groupes armés algériens luttent dans toute l'Algérie. Depuis ce jour-là, la presse colonialiste et les représentants du Gouvernement français traitent les résistants algériens de « hors la loi », de « bandits », d'« assassins », de « terroristes », etc...

Ces expressions rappellent inté-

gralement celles de la Gestapo et du Gouvernement de Vichy.

Mais, malgré tous les efforts des colonialistes français pour souiller le prestige des combattants du maquis, les peuples français et algériens reconnaissent les mérites de la résistance. (Suite page 3).

D'UN SYMPATHISANT

Chers Camarades,

C'est avec fierté que j'ai lu les articles de la *Vérité des Travailleurs*, qui insistent si justement sur le rapport étroit qui unit les travailleurs français à leurs camarades d'Afrique du Nord en lutte pour leur indépendance. On ne montrera jamais assez leur héroïsme à se révolter contre l'exploitation colonialiste avec le peu de moyens dont ils disposent par rapport au gigantesque effort de répression mis en œuvre pour les détruire.

Comme au Viet-Nam et comme dans tous les autres pays coloniaux sous le joug impérialiste, ce seront nos camarades qui auront raison, même emprisonnés et massacrés par centaines. Les répressions avec tout ce qu'elles comportent d'atrocités et d'Oradours ne fera qu'augmenter la haine des peuples d'Afrique du Nord contre les colons qui les exploitent, contre ceux qui condescendent à leur accorder des réformes illusoire, contre ceux qui les traitent comme un troupeau de bêtes dont ils ne parlent qu'en termes péjoratifs.

Jour après jour, la masse de nos camarades qui luttent et qui meurent prend mieux conscience de la lutte où elle est engagée. Nous n'avons pas le droit de les laisser lutter seuls alors que nos intérêts de classe sont identiques aux leurs. Ce sont nos oppresseurs qu'ils attaquent. Leur victoire sera la nôtre. Le faire comprendre à chacun autour de nous comme l'a fait depuis longtemps *La Vérité des Travailleurs* est déjà une forme importante du soutien que nous devons leur fournir.

C.B.
sympathisant.

Depuis 6 mois
" La Vérité des Travailleurs " est saisie en Afrique du Nord
SOUTENEZ-NOUS

Depuis 6 mois « la Vérité des travailleurs » a été régulièrement saisie chaque mois en Afrique du Nord.

La police a convoqué des camarades. Elle surveille l'impression du journal.

Nous appelons tous nos lecteurs à protester contre cette atteinte aux libertés démocratiques.

Aidez-nous à supporter les pertes. Envoyez-nous votre soutien.

LISTE DE SOUSCRIPTION

Tat	1.000
Lance	10.000
Marc	500
X.	300
René	200
Arvel	45
Doret	1.000
Mascar	10.000
Lange	10.000
Bordes	215
Valère	11.450
	44.710

LE MOIS
DE L'INTERNATIONALE

Nous avons lancé un appel pour le soutien de la IV^e Internationale. Notre Internationale doit faire face chaque jour avec les moyens matériels les plus modestes aux tâches politiques les plus vastes. Tâches cruciales de direction et de coordination de l'activité de plusieurs dizaines de sections qui combattent sur tous les continents.

Quoique les militants aient été à la même époque sollicités pour divers autres sacrifices financiers, nous avons reçu à ce jour pour « le mois de l'Internationale » la somme de 33.300 francs.

Le livre de Léon TROTSKY

Nous sommes heureux d'annoncer la parution très prochaine du premier tome des *ECRITS*, de Léon Trotsky (1928-40). Ce livre contiendra une trentaine d'articles dont plusieurs inédits en français.

Il reste encore un certain nombre d'exemplaires pour les souscripteurs qui verseront 600 francs pour ce livre. A sa parution en librairie, ce livre sera vendu 1.000 francs.

Envoyez donc, dès la lecture de cette note, votre souscription à P. Frank, 64, rue Richelieu. C.C.P. 12648-46 Paris.

Imposons au P.C.F. et au P.S. d'agir et de s'unir contre la sale guerre

Les discours dominicaux d'Edgar Faure n'arriveront pas à allumer la haine des gars du contingent et des « rappelés » contre les maquis algériens. Il ne fera pas admettre que la jeunesse algérienne « représente le retour au plus sombre, au plus sanglant passé ». Car c'est bien la fleur de la jeunesse algérienne qui a pris le maquis, n'en déplaise au ministre de l'Intérieur qui ne veut y voir que « des condamnés de droit commun » et des « rebelles assassins ». Les pauvres assertions de nos ministres ne résistent pas à l'examen de la réalité. Ne nous a-t-on pas dit voici six semaines qu'il a fallu raser dix villages dont la population a accordé aide et assistance aux maquis ? Et pourquoi 130.000 hommes de l'armée française commandés par des généraux éprouvés ne parviennent-ils pas à vaincre quelques milliers de maquisards mal armés qui ne bénéficient même pas du soutien sincère de la population musulmane à en croire M. Bourges-Maunoury ?

La cause est bien entendue maintenant. On ne fera admettre à personne que la jeunesse algérienne combat pour une cause de régression et que le gouvernement Faure-Pinay et sa clique de généraux sont les champions du progrès et de la liberté.

Une profonde colère gronde dans les plus larges couches populaires contre une guerre injuste, réactionnaire. Jamais il n'y eut mouvement plus profond. Le refus de la jeunesse travailleuse de combattre pour la cause des colons est total.

Mais la passivité des grandes organisations ouvrières devant une pareille situation dépasse toutes les bornes. Car on ne peut considérer les petites protestations verbales et certaines timides manifestations locales comme une action sérieuse en rapport avec les besoins de la situation et la volonté de lutte des grandes masses.

Des semaines se sont passées depuis l'appel du P.C.F. au Parti Socialiste en vue d'organiser l'action commune contre la répres-

sion en Afrique du Nord. Nul ne pouvait se faire d'illusions sur la réaction première des dirigeants socialistes. Aussi l'action de masse contre la guerre coloniale devait-elle s'engager sans attendre le bon vouloir de ces dirigeants qui ne peuvent être contraints, précisément au front unique, que sous la pression des masses. Il est possible dès à présent de créer un vaste mouvement de résistance à la guerre coloniale et à toutes ses implications, pouvant englober un grand nombre d'organisations. Un immense front anti-impérialiste peut prendre forme immédiatement auquel toutes les organisations ouvrières seront conduites à se rallier.

Le tout est de vouloir un tel front, un tel mouvement qui organisera l'action partout, sur tous les plans et par tous les moyens combinés. Aussi bien sur le terrain des quartiers et des villes que des usines, des administrations, des transports, des ports. Un tel mouvement deviendrait rapidement irrésistible et aurait tôt fait de sortir les problèmes algériens et marocains de l'impasse en même temps qu'il remettrait à leur place généraux et maréchaux en mal d'aventure.

Les mots d'ordre sont assez clairs pour tout le monde :

— ARRET DES OPERATIONS DE GUERRE ET DE LA REPRESSION EN ALGERIE ET AU MAROC.

— ABOLITION DE L'ETAT D'URGENCE.

— LIBERATION DES EMPRISONNES ET INTERNES.

— LIBERTE D'ORGANISATION ET DE PRESSE.

— RETRAIT DU CONTINGENT ET DES TROUPES AMEENES EN RENFORT.

— LIBERATION DES « DISPONIBLES » ET DU CONTINGENT LIBERABLE.

— DROIT DES PEUPLES D'AFRIQUE DU NORD A DISPOSER DEMOCRATIQUEMENT DE LEUR SORT.

EN ALGERIE

LES RATS QUITTENT LE NAVIRE

L'O.N.U. a donné le coup de grâce à « l'intégration ».

Plus des deux tiers des élus musulmans de l'Assemblée algérienne ont refusé de participer à la discussion des plans « d'intégration » de M. Soustelle. Pour éviter de se trouver en présence des seuls élus européens, devant les bancs vides des délégués du second collège, le gouverneur général a dû ajourner au dernier moment la session de l'Assemblée Algérienne qu'il avait pris l'initiative de convoquer. Les journalistes ont l'aplomb de présenter la mesure du Gouvernement comme un succès de J. Soustelle. On se console comme on peut !

Les impérialistes cherchent encore à se cacher les yeux devant cette manifestation éclatante du pourrissement algérien en invoquant des pressions et des menaces auxquelles auraient été soumis les élus musulmans. L'Administration colonialiste continue à regarder l'histoire par le trou de la serrure et à n'y rien vouloir comprendre.

Les pires « collaborateurs » au service de l'administration, choisis, triés sur le volet en fonction de leur docilité et leur dévouement à toute épreuve au colonialisme déclarent soudain qu'il faut faire droit aux aspirations nationales du peuple algérien. C'est un signe qui ne trompe pas. Pour que ces gens changent de bord, il faut qu'ils aient acquis la certitude que la force du peuple algérien est devenue irrésistible et que nul ne parviendra à la contenir.

On a maintenant l'exemple du Bao-Daïsme. Le nationalisme des ci-devant créatures du colonialisme deviendra de plus en plus intrinsèque parallèlement aux succès des maquis.

La ressemblance de la situation dans le Constantinois avec le Delta du Tonkin s'accuse de jour en jour. Certaines villes sont virtuellement encerclées, ravitaillées par la mer

ou par des convois armés qui seuls peuvent s'aventurer sur certaines routes. Des régions entières échappent à l'emprise des autorités colonialistes. La répression frappe aveuglément, atteignant la population au hasard, et rarement les partisans qui agissent par embuscades et décrochent sans attendre la riposte des troupes françaises.

Les maquis sont remarquablement informés des faits et gestes des troupes colonialistes puisqu'ils disposent des yeux et des oreilles de toute la population alors que l'armée française tâtonne dans le brouillard et l'obscurité, à la recherche d'un ennemi insaisissable.

C'en est fait ! C'est bel et bien une nouvelle guerre d'Indochine qui se déroule, mais avec pour l'impérialisme français des chances de succès encore bien moindres.

Aux succès du maquis et à son extension s'ajoute maintenant la décomposition politique et administrative de l'édifice colonialiste. L'inscription de la question algérienne à l'ordre du jour de l'O.N.U. va accentuer le processus de pourrissement interne. M. Soustelle aura bien du mal à reprendre en mains les élus « rebelles » désormais. « L'intégration » chère au gouverneur général et à E. Faure a été bien enterrée par l'O.N.U. qui s'est refusée de s'arrêter à l'étiquette factice « des trois départements français ».

Cette intégration qu'E. Faure promettait « rapide et complète », n'était qu'une farce digne de l'imagination de nos gouvernants en perdition. « L'intégration complète » cela veut dire 110 députés musulmans au Palais Bourbon et 108 délégués musulmans à l'Assemblée Algérienne contre 12 européens. Il ne coûtait rien à E. Faure d'en faire la promesse... pour dans 50 ans.

AU MAROC

BEN ARAFA parti, la crise reste entière

Partira... partira pas. Il est parti tout de même Ben Arafa, en laissant les clefs à son cousin ainsi que le sceau du royaume. Ce n'est pas ce qui était prévu dans le scénario ? Cela ne fait rien ; le Gouvernement propose, les généraux et « Présence Française » disposent. E. Faure, éceuré, ne voulait plus entendre parler du Maroc et a passé ouvertement la main à la « junte » militaire Juin-Lecomte.

Ben Arafa parti, le problème marocain est loin d'être résolu et une nouvelle épreuve de force s'esquisse. Une double épreuve de force, en réalité, puisque la crise marocaine a précipité une profonde crise du régime dans la métropole.

Les provocations de « Présence Française » ont entraîné le raidissement des sommets du parti Istiqlal qui ont l'impression d'avoir été joués dans cette affaire. La résistance populaire marocaine a été des plus réticentes devant les négociations de compromis menées par l'Istiqlal et voit ses craintes confirmées. Les plus acharnés des colonialistes tiennent le haut du pavé. Le moindre attroupement de Marocains est dispersé à coups de mitraillettes, alors que les hommes de « Présence Française » ont monté, jour et nuit, une garde armée pour défendre le « Sultan des Français » et mettre en échec la politique gouvernementale que la résidence était censée devoir mettre en application.

Autour du Maroc, c'est une grande partie qui se joue aussi bien à l'intérieur de la bourgeoisie française que sur le plan international où la question marocaine a été

inscrite sans coup férir à l'ordre du jour de l'O.N.U.

Les partis ouvriers devront abandonner leur passivité pour sortir le Maroc de l'impasse et briser le complot des généraux alliés aux Sudistes.

LETTRE D'UN HORS LA LOI

(Suite de la page 2)

Cette dernière est l'œuvre de la quasi-totalité du peuple algérien et elle commence à recevoir une aide effective du peuple français.

Les manifestations des jeunes appelés en sont une bonne preuve.

Toute conscience honnête doit condamner les exécutions sommaires comme à Tizi-Ntata, Dra El... Dans le Nord Constantinois, plusieurs villages sont devenus des Oradours. Des représailles collectives sont exercées tous les jours.

La rage de la répression collective a poussé les élus musulmans à la prise de conscience et à la dénonciation du régime colonialiste qu'ils ont soutenu autrefois.

La presse trouve normal que les communiqués colonialistes relatent qu'un « suspect » est abattu, des maisons de « rebelles » incendiées, des « suspects » arrêtés, et ceci se répète depuis le mois de novembre 1954.

Le peuple algérien ayant jugé sur des faits le colonialisme, est décidé à soutenir la résistance sans réserve et à aller jusqu'au bout de la lutte contre l'oppression.

Je crois que les vrais hors-la-loi sont dans les rangs de MM. Edgar Faure et Bourges-Maunoury. Les résistants algériens n'ont aucun acte contraire aux lois de la guerre à leur actif. Les vrais assassins, barbares, spécialistes de rapt et responsables de toutes les effusions de sang veulent passer pour des héros. Voici comment le voleur crie « au voleur ».

PERMANENCE

64, Rue de Richelieu,
PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite
Métro : Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.
le samedi, tout l'après-midi

ARRACHONS A LA JUSTICE MILITAIRE LES RAPPELÉS DE LA GARE DE LYON

LETTRES de Manifestants de la Gare de Lyon

« Samedi, nous apprenions que nous étions envoyés en Afrique du Nord et en même temps que nous étions consignés à la caserne, jusqu'au départ dimanche 10 heures.

A la Gare de Lyon, nous étions entre 6 et 700 qui devions partir par le train de 2 heures vers Marseille. Mais nous avons quitté le train et manifesté sur le quai contre le départ en Afrique du Nord et pour rentrer chez nous.

Des gardes mobiles en renfort sont arrivés et il y eût quelques bagarres avec eux. Pour finir, ils nous embarquèrent dans des paniers à salade jusqu'à la caserne Reuilly où on nous mis dans des autocars pour Villacoublay.

Lundi à 10 heures on nous mit dans des avions pour Oran avec des C.R.S. pour nous garder.

A Oran, c'est la police qui nous a reçus. Ils avaient des matraques des mitraillettes et des chiens pour nous garder la nuit dans les hangars où nous étions consignés.

De là on nous a éparpillés avec d'autres avions dans tous les coins, sûrement pour que nous ne restions pas ensemble. »

« Un peu avant 14 heures, je pénétre sur le quai, une grande partie des copains sont dans les wagons. Les gendarmes de l'Air sont là.

Les gars se soulèvent. Les injures pleuvent de partout. Le train n'a pas pu partir.

Nous avons été conduits à la caserne de Reuilly dans des paniers à salade. Les gardes mobiles nous encadraient ; un général était présent ; il a voulu nous dire quelques mots, il n'a pas insisté.

Nous fumes conduits en cars à Villacoublay. Derrière nous des camions de gardes républicains suivaient.

Des cris retentissaient à chaque passage où se trouvait de la foule. A Villacoublay nous avons été mis dans des baraques, gardés naturellement. Le lundi matin nous avons pris l'avion, mais quel accueil à Oran. Dès que l'avion fut au parking, nous fumes encerclés par la police de l'Air avec mitraillette aux poings et matraques.

Nous fumes conduits dans des baraques avec seulement de la paille comme lit. Nous étions 600 et un seul robinet pour se laver. Comme eau potable, c'était une citerne exposée au soleil. Nous sommes restés deux jours ainsi.

Pour manger, nous allons, encadrés de police.

Vous voyez les faits. Malheureusement, une dizaine de nos copains sont en prison pour un temps inconnu. »

La lutte en Bretagne

« Une chose encore démontre la grande combativité des gars ; c'est la lutte contre le rappel des disponibles.

La Lutte des Soldats contre la Guerre d'Afrique du Nord

Demandez donc aux jeunes rappelés embarqués à Brest à bord du transport de la marine nationale « Vire » et qui ont lacéré les bâches des camions qui les transportaient à quai, s'ils ne sont pas prêts à se battre ; demandez donc à ceux embarqués sur le transport « Laita » qui sont entrés dans l'arsenal de Brest, tenant leur bétet marin à bout de bras et chantant « L'Internationale », s'ils ne sont pas prêts pour se battre, et ceux embarqués par groupe de 20 dans les avions de la marine à la base de Lanvéoc-Poulmic et qui ont, avant de par-

tir, littéralement saccagé leurs baraquements et envoyé à l'hôpital un flic maritime qui voulait les faire monter trop vite dans l'avion ; demandez donc aux officiers marinières de Cherbourg pourquoi ils n'osent plus sortir en ville lorsqu'ils savent que des groupes de rappelés s'y promènent. Tous sont prêts à se battre mais pas contre les travailleurs Nord-africains.

Les rappelés, à l'encontre de toutes les traditions, gardent les vêtements qu'on leur distribue et se promènent avec ; des grands avec des uniformes trop petits, des

GLOIRE AUX JEUNES SOLDATS

Le premier « incident » de soldats contre la guerre d'Algérie, la magnifique manifestation des rappelés à la gare de Lyon, restera dans l'histoire du mouvement ouvrier français. Six cents jeunes soldats, bravant la machine militaire, ne se laissant intimider ni par les menaces, ni par les mousquetons des gardes mobiles, refusèrent de partir pour tuer et se faire tuer au profit des capitalistes.

Ils ont repris une des plus glorieuses traditions du mouvement ouvrier révolutionnaire international. Ils ont secoué toute la classe ouvrière française que les dirigeants tentent d'endormir par des belles phrases sur « l'intérêt national » des pétitions et la passivité la plus criminelle.

Depuis, des manifestations de soldats se produisent un peu partout, soigneusement étouffées par la presse, qui n'en parle que quand il est impossible de faire autrement.

Nous assistons à une large entrée en lutte de toute la jeunesse travailleuse. Dégoûtée par la platitude de la « politique nationale » du P.S. et du P.C.F. par leur manque d'élan révolutionnaire, elle a déserté les organisations de jeunesse. Mais, par son action contre le rappel, contre la guerre colonialiste, elle montre qu'elle n'a rien perdu de sa combativité et de son esprit de sacrifice. Elle est prête à s'organiser à combattre et à vaincre pour ce qui en vaut la peine : pour abattre ses exploitateurs. Par son action elle montre la voie à toute la classe ouvrière.

Celle-ci doit prendre conscience que les jeunes sont aujourd'hui à l'avant-garde du combat contre le patronat et le Gouvernement.

Qu'ils vont être soumis à l'autorité sans contrôle des officiers, des flics et des juges, qu'on va tenter de les briser par une répression sans borne. Il faut les soutenir par tous les moyens, ne pas leur laisser même l'impression que l'appareil militaire a réussi à les couper de leur classe.

Dans chaque entreprise, un comité d'aide aux soldats doit être organisé. Des caisses du sou du soldat doivent les soutenir matériellement ainsi que leur famille. Une correspondance doit être établie (en veillant à ne pas attirer la répression sur le soldat). Les informations qu'ils envoient largement répandues en les envoyant à toute la presse.

Que les grévistes ajoutent partout à leurs revendications propres le rappel des jeunes soldats d'Afrique du Nord et la cessation immédiate des hostilités.

Que des manifestations s'organisent pour la libération des soldats emprisonnés pour leur lutte contre l'envoi en Afrique du Nord !

Que les grandes organisations ouvrières organisent des meetings et des démonstrations contre la guerre coloniale (1), qu'elles ne se contentent pas de larmes mais agissent — et la jeunesse travailleuse portera les coups les plus durs à l'opresseur.

La guerre contre les peuples nord-africains est en même temps une guerre contre les travailleurs français ! Les premières victimes en sont les jeunes. Tous à leur côté !

- Libération des emprisonnés !
- Retrait des troupes d'Afrique du Nord.
- A bas la guerre colonialiste !

(1) Au moment où nous écrivons, pas un seul meeting ni une seule manifestation n'a été encore tenu par le P.S., le P.C.F. ou les syndicats, contre la guerre d'Afrique du Nord et le rappel des jeunes soldats.

petits avec des uniformes immenses...

Sur la question du soutien à la Révolution Nord-africaine, il faut aussi regretter l'absence totale de politique révolutionnaire de la part des organisations ouvrières. Sans doute quelques comités de lutte contre l'envoi des jeunes en Afrique du Nord ont-ils été mis en place, mais ils se cantonnent dans la collecte de signatures et réclament une politique de collaboration de classe ou protestent contre l'utilisation des jeunes travailleurs français en Algérie et au Maroc, mais au nom de l'« Esprit de Genève ». L'Internationalisme prolétarien si cher à la classe ouvrière est totalement absent de la propagande du P.C.F., de la S.F.I.O., de la C.G.T. Le soutien en faveur de la Révolution coloniale est passé sous silence. Où donc est la campagne contre la guerre du Maroc en 1925 ?

Lettre d'un Camp

« Dans notre camp, il y a une assez grande proportion d'étudiants. Ce sont eux qui râlent le plus. Les ouvriers aussi, mais ils sont un peu paralysés par le manque de directive des syndicats et des partis. Tout le monde est écoeuré pour toutes sortes de raisons mais qui arrivent toutes à la même conclusion. Les étudiants ont interrompu leurs études. On ne s'est pas occupé si les gars étaient mariés, s'ils avaient du boulot. Il y a des situations dramatiques.

L'atmosphère est indescriptible. Les gars ne demandent qu'à agir. Toutes les discussions portent sur la guerre.

« Ils ne pensent pas qu'ils vont nous faire casser la gueule pendant sept ans comme en Indochine ! Avec en plus que pour finir ils devront mettre les pouces. »

« Et ceci se sont les moins conscients qui le disent. Beaucoup ont bien compris ce que signifiait « l'Algérie quatre départements français ».

Des rumeurs circulent ; il y aurait eu des sentinelles d'attaquées, alors on double et on triple les gardes. Ce qui n'empêche pas les gars de prendre quelques jours de « vacances ». Les officiers ne peuvent sévir, ils se sentent isolés dans l'hostilité. Parmi les officiers pas mal reviennent d'Indochine. Ils nous font des grands discours sur « l'Union française... Notre mission en Afrique du Nord, etc... ». Mais ça tombe à plat. On nous laisse vaguement entendre que nous serons libérés dans trois mois, mais personne n'y croit.

Tout le boulot se fait dans la lenteur et la mauvaise volonté. Surtout il y a des manifestations à la soupe. Les adjudants ont été accueillis par des hurlements. A la suite de quoi on a été privés de permission. Mais on nous a expliqué après que ce n'était pas une sanction ; c'était la « suppression d'une javeur ».

Mais vous dehors, qu'est-ce que vous foutez ? »

Les Travailleurs veulent se battre tous ensemble

La Révolution gronde en Afrique du Nord

Les Dirigeants Staliniens se taisent

Aux mois d'août et de septembre une vague de mouvements revendicatifs a déferlé sur le pays. Au Maghreb, c'est désormais l'heure de l'insurrection.

Le P.C.F. inspirant les militants responsables de la C.G.T., le vendredi 16 septembre, faisait paraître un texte où on pouvait lire : « Qu'il convient de ne pas oublier que le degré de combativité de la classe ouvrière n'est pas uniforme mais varié suivant les industries et les régions. Une action d'ensemble de la classe ouvrière peut donc comporter des formes de lutte en rapport avec les possibilités de chaque région ou de chaque industrie. »

Au pied de la lettre, cette appréciation n'est pas fautive, le degré de combativité de la classe ouvrière est variable et il en sera toujours ainsi. Mais ce communiqué ne tient pas compte du degré de combativité extrêmement élevé des travailleurs de grandes entreprises, de régions entières. La grève à partir de Saint-Nazaire et de Nantes s'est étendue à tous les grands centres, pratiquement à toutes les professions. A cela il faut ajouter que des usines dont les travailleurs n'avaient pas l'habitude de faire grève sont entrées dans le mouvement. Les travailleurs d'avant-garde n'étaient absolument pas isolés de leurs camarades plus réticents qui précisément n'entrent en lutte que lorsque les grèves tendent à se généraliser. « L'Humanité » n'a pas informé ses lecteurs des actions des ouvriers de Nantes et de l'Ouest comme elle aurait dû le faire et comme nous le faisons dans ce journal. L'exemple eût été contagieux. D'ailleurs, les militants, à quelque organisation qu'ils appartiennent, ont dû faire face aux exigences des travailleurs qui réclamaient l'élargissement de la lutte, qui se prononçaient contre les grèves tournantes par ateliers, chaînes ou bout de chaîne. La C.G.T., sans parler de l'attitude des autres centrales, était dans le mouvement à contre courant. Raymond Guyot, le 30 août, à La Mutualité, résumait assez bien ce que les grévistes désiraient. Il faut tenir compte, disait-il, de l'avis des ouvriers. Comme ceux de la S.N.E.C.M.A. qui pensent que les conditions sont favorables pour obtenir une grande victoire. Cela voulait dire : le moment est venu de s'y mettre tous ensemble. Mais les consignes qui furent données allaient toutes dans le sens de la fragmentation des grèves. Le lecteur se reportera aux pages ouvrières, où un article traite en détail de ces questions.

Les rédacteurs de « L'Humanité » rédigent des articles sur la lutte des peuples d'Afrique du Nord. On parle de solidarité, d'actions nécessaires contre l'envoi du contingent et des rappelés de l'autre côté de la Méditerranée. Cependant, si la proposition faite au Comité Directeur du Parti Socialiste est juste et devait être faite, ni le Bureau politique, ni les Fédérations, ni les sections ne demandent aux militants de travailler « d'arrache pied » à la constitution de Comités de lutte comme il en existait en France en 1925 au moment de la guerre du Maroc. Il n'y a pas si longtemps encore, on entendait : à chaque cellule, son Comité de Paix, pour collecter les signatures, aujourd'hui les quelques Comités de lutte qui existent ne sont que le résultat de l'initiative de quelques militants. Aussi sont-ils peu nombreux. Le Bureau Politique, le Comité Central devraient mettre tous les militants sur cette tâche. Mais ils gardent le silence.

Ce qui est décisif à l'heure actuelle, ce sont les perspectives que les directions doivent donner. Il fut un temps où le Comité Central du P.C.F. assignait comme objectif la constitution d'un gouvernement d'union démocratique. Cette formulation, imprécise et opportuniste, avait cependant le mérite d'exister. Au moment où le gouvernement est assailli par les travailleurs et les masses nord-africaines, paralysé par les divergences de la bourgeoisie sur la politique afri-

caine, la direction du Parti Communiste Français reste silencieux sur la question capitale du gouvernement. Et cela à quelques mois des élections législatives. Il ne s'est toujours pas décidé à faire au Parti Socialiste des propositions de programme gouvernemental que la classe ouvrière accueillerait avec un enthousiasme qui mettrait en difficulté des dirigeants S.F.I.O.

Il est bien question dans « L'Humanité » du Front Unique sur tel ou tel point.

Si les propositions facilitent l'action en montrant qu'est unitaire, il ne faut pas subordonner l'action (manifestation, comité, journées de lutte) à la réponse de la direction du Parti Socialiste, surtout à l'heure actuelle.

En réalité, quand il ne s'agit pas d'appuyer directement les initiatives du gouvernement, la direction du P.C.F. paraît ne savoir plus quoi faire. Les silences de la direction ont leur répercussion dans toute l'organisation. La vente de « L'Humanité » et des brochures baisse, la fréquentation des cellules diminue toujours, les militants ne lisent plus, ne viennent plus à leurs réunions de cellule, parce que « c'est toujours la même chose » et que l'on ne répond pas à leurs préoccupations.

Depuis des mois, et surtout dans ces semaines de tension sociale, pas de réunion du Comité Central, pas d'articles ou de discours des dirigeants. « L'Humanité » est remplie par des Courtade et des Stil qui n'ont aucune autorité. Thorez fait démentir un faux sur l'Afrique du Nord composé par une officine réactionnaire. Mais les militants ne savent pas quelles sont ses positions. Duclos, également silencieux depuis des mois, s'appête à parler à la Mutualité... sur les revendications des vieux travailleurs.

Mais les dirigeants du P.C.F. n'ont rien à dire sur les grèves, sur l'Afrique du Nord. Ils n'ont rien à dire sur toute une série de questions importantes qui préoccupent les militants communistes (par exemple, les rapports avec la Ligue des Communistes Yougoslaves et la question de l'Internationale).

Pourquoi tous ces « grands » dirigeants se taisent-ils ? La direction infaillible est en réalité profondément désorientée. Ce sont les militants de base, les cadres qui devront prendre la parole pour imposer une discussion politique, pour élaborer une ligne politique, pour donner naissance à de nouveaux dirigeants, moins imbus de leurs personnes mais plus décidés à prendre leurs responsabilités.

Responsabilité Collective

Le soir du 22 août, le gouvernement général de l'Algérie a publié ce communiqué inoubliable :

« Il a été formellement établi que les hommes d'un certain nombre de mechtas avaient fourni la majeure partie des contingents qui, le 20 août, ont attaqué en masse les centres d'Oued Zenati et d'Ain Abide d'une part, et les centres de Condé-Smendou et d'El Arrouch d'autre part et qu'ils étaient coupables des assassinats et atrocités commises dans ces centres.

Il s'agit des mechtas suivantes :

- 1^o Mechta Mabrouk, Ben Hachemi, El Achal (Commune d'Oued Zenati) ;
- 2^o Mechta Kermat du douar Khorfane (commune mixte de Jemmappes) ;
- 3^o Mechta El Goula, El Mebel Bredia, Ras El Ma, du Douar Habela (Commune mixte de Jemmappes).

« Foyers de rébellion, les mechtas précitées ont fourni refuge aux hors la loi de la région qui, au cours des combats du 20 août avaient pu échapper à la poursuite des troupes.

« Au cours des opérations qui ont eu lieu ce matin lundi, à 5 heures, les troupes engagées à la poursuite des rebelles ont procédé à l'évacuation des femmes et des enfants de ces mechtas, lesquelles ont été ensuite totalement détruites. »

On a su depuis, que dans un de ces villages, au moins, les troupes « ont omis » d'évacuer les femmes et les enfants au préalable. Des hommes, on n'en parle pas dans le communiqué : leur sort ne souffre pas de discussion.

L'intelligent J. Soustelle se maintient au niveau du Maréchal Bugeaud !

De tous
les Pays

LES COMMUNITES CHINOIS, EUX, NE PARLENT PAS D'UNION FRANÇAISE !

« Il est impossible de supprimer la lutte des peuples algérien et marocain pour leur indépendance... L'ensemble de l'humanité est à leurs côtés ; tous ceux qui désirent la liberté et l'indépendance sont derrière eux. Les colonialistes sont voués à la défaite. La victoire des Algériens et des Marocains est assurée. »

« Journal du Peuple », de Pékin,
27 août.

BELGIQUE

La Fédération J.G.S. de Liège s'est réunie à La Populaire, en vue de préparer sa participation au Congrès national statutaire des 24 et 25 septembre.

Avant de se quitter, le Congrès vote unanimement l'adresse suivante :

La Fédération Liégeoise des Jeunes Gardes Socialistes, réunie en Congrès le 18 septembre 1955, décide la présentation d'une adresse au prochain Congrès national par laquelle :

— Elle réclame une action nationale pour le retour aux douze mois de service militaire, éventuellement par étapes, et la suppression des rappels.

— Elle réaffirme la position de soutien inconditionnel à la lutte des peuples coloniaux pour leur indépendance.

— Elle se déclare solidaire de la lutte des peuples nord-africains pour leur libération.

ITALIE

Après le résultat désastreux pour la C.G.I.L. (la C.G.T. italienne) des élections des comités d'entreprise chez Fiat, un autre événement notable pour le mouvement ouvrier en Italie a été la conclusion de la courageuse grève des ouvriers de l'industrie du port de Gènes. Après 120 jours de lutte pendant lesquelles les ouvriers avaient démontré leur esprit combatif et avaient plusieurs fois demandé que la C.G.I.L. leur donne un appui valable les dirigeants syndicaux ont décrété la fin de la grève en se pliant en fait devant les positions patronales, à peine camouflées par la constitution d'un soi-disant comité paritaire (que la C.G.I.L. dût reconnaître comme un instrument des patrons). Les ouvriers avaient en fait engagé la lutte contre le principe de « choix libre » qui aurait laissé l'embauche des ouvriers à l'arbitraire des patrons, et ce principe a été par contre admis par les syndicats à la fin de la lutte.

Cette très longue grève, la plus longue de l'après guerre en Italie, aurait pu avoir un résultat tout à fait différent et pour cela constituer le commencement de la reprise pour le mouvement ouvrier italien après la défaite des élections des comités d'entreprise, si la C.G.I.L. n'avait pas trahi les promesses faites plusieurs fois de susciter autour des ouvriers des chantiers du port de Gènes la lutte solidaire des secteurs les plus importants de la classe ouvrière italienne.

Cette nouvelle défaite n'a fait qu'accroître le mécontentement critique qui se fait de plus en plus jour dans le Parti Communiste Italien et dont le courant centriste de gauche de « Action Communiste » est maintenant l'expression la plus consciente. Dans une des dernières « lettres » que cette tendance diffuse dans le Parti, elle a demandé la convocation d'un congrès national précédé par une discussion démocratique.

VIVE L'HEROIQUE COMBAT D

Les métallurgistes nantais sont en grève depuis plusieurs semaines. Mal nourris, chassés des usines par le lock-out patronal, frappés par la répression policière qui a fait un mort parmi eux, ils n'en continuent pas moins le combat avec un courage et un optimisme inouïs. Ils ont conscience de leur force, et aussi de leur bon droit, car ce sont les patrons qui, après avoir signé un accord avec les syndicats, se sont honteusement rétractés.

C'est l'offensive ouvrière de Saint-Nazaire et de Nantes qui a inauguré le grand mouvement de luttes revendicatives;

l'augmentation de 40 francs, réclamée maintenant par la plupart des métallurgistes de France, a été avancée à Nantes pour la première fois. La durée exceptionnelle de la grève, la combattivité des métallos, ont donné à tous les travailleurs l'impulsion qui les a jetés à leur tour dans la bataille. Nantes est devenue, pour l'heure, la capitale des luttes ouvrières. La bourgeoisie l'a bien compris qui cherche à briser par tous les moyens le front des métallurgistes nantais, espérant remporter ainsi une victoire exemplaire dont les conséquences pèseraient sur tous les conflits en cours.

La conspiration du silence

On trouve, cependant, peu d'échos sur la situation à Nantes dans toute la presse ouvrière. « L'Humanité » ne lui consacre qu'une place restreinte, au même titre que des grèves de moindre importance. « Le Peuple » tire les leçons des victoires acquises à Saint-Nazaire; mais il se tait sur les enseignements de la lutte en cours à Nantes. On trouve, dans les journaux bourgeois, plus d'informations sur la vie des grévistes, sur les incidents sanglants constamment répé-

tés, que dans n'importe quel organe ouvrier.

Aussi est-il extrêmement important d'informer tous les militants ouvriers de la lutte quotidienne des travailleurs nantais. L'exemple de leur combattivité ne peut être qu'un encouragement au combat. La compréhension de leurs difficultés doit inciter à une solidarité active, pour que les ouvriers sortent vainqueurs de cette bataille d'importance nationale.

Toute la ville en parle

Nantes est, selon les guides, une ville touristique. Mais le voyageur qui y arrive à l'heure actuelle doit être plus frappé par l'atmosphère qui y règne que par les vieux monuments. Dès la banlieue, on peut voir les C.R.S. se pavaner dans les entreprises qu'ils occupent pour la sauvegarde du patronat. Dans la ville, chaque carrefour, chaque café est un

lieu de discussion où l'on commente, pour s'en plaindre ou s'en féliciter, les dernières manifestations. Le soir, des automobiles de luxe s'arrêtent dans le centre de la ville, et les conducteurs demandent anxieusement aux piétons: « Peut-on passer dans cette direction? », même si tous les grévistes sont rentrés chez eux depuis plusieurs heures.

Dans les entreprises

Mais c'est évidemment autour des usines métallurgiques que les signes de la lutte sont les plus visibles. Tous les matins, les grévistes se réunissent devant l'usine dont les portes restent fermées. Un meeting se tient; les délégués du comité d'action élu donnent les mots d'ordre du jour, les renseignements pratiques sur l'organisation de la solidarité. Les C.R.S. sont là; mais ils se terreront à l'intérieur de l'entreprise; à peine aperçoit-on leur silhouette de ci, de là. Face à la masse des grévistes,

ces représentants de l'ordre donnent l'impression d'être assiégés dans les usines qu'ils doivent garder. Les ouvriers leur disputent d'ailleurs chaque jour du terrain. Ainsi, chez Brissonneau et Lotz, la porte principale de l'entreprise a été transformée en journal mural. Une inscription en gros caractères « Fermé pour épidémie de fièvre aphteuse » donne ironiquement l'opinion des grévistes sur la présence des C.R.S. En dessous viennent les annonces des diverses réunions, le lieu des manifestations quotidiennes.

Le rassemblement des métallurgistes

Chaque jour, en effet, l'ensemble des grévistes se rend, soit à la Mutualité, soit sur une des grandes places de la

ville, à un meeting général. Toujours, ces rassemblements sont suivis de manifestations. Mais déjà les cortèges ou-

Au moment où nous publions ce numéro du journal, les ouvriers nantais reprennent le travail après une grève héroïque de sept semaines. Le vote final montre par la proportion de ceux qui voulaient continuer la lutte qu'ils rentrent en vainqueurs.

Ils rentrent après avoir arraché des revendications importantes et empêché les sanctions.

Leur lutte n'aura pas eu que ce résultat, elle a, d'ores et déjà, un exemple et un point de départ pour toute la classe ouvrière française.

La durée de leur grève, l'unité sans faille qui les a soudés, leur combattivité contre le patronat et les forces de répression inspirent tous les exploités du pays.

Si la grève de Nantes n'a pas été reliée aux grèves des autres villes, si l'ensemble de ces combats n'ont été ni unifiés ni généralisés, ce n'est ni la faute des travailleurs nantais ni celle des travailleurs du pays.

Les dirigeants nationaux des syndicats et des grands partis ouvriers, dont c'est le rôle et le devoir élémentaire de coordonner l'action ouvrière à l'échelle fédérale et nationale, ont soigneusement et délibérément laissé chaque grève se poursuivre pour elle-même. Ils devaient mettre en avant un programme revendicatif capable d'unifier le mouvement et de mobiliser toute la classe ouvrière: augmentation générale des salaires; suppression des abattements de zone; 40 heures payées 48; 3 semaines de congés. Au lieu de cela ils ont laissé à chaque grève l'impression que ses revendications lui étaient propres.

Ils devaient populariser sans arrêt l'exemple de Nantes, appeler à la solidarité active. Au lieu de cela leur presse donnait de fades compte rendus qui minimisaient l'action révolutionnaire de Nantes.

Ils devaient appeler à une conférence nationale de délégués élus par entreprise pour mobiliser toutes les forces ouvrières contre les forces patronales et gou-

vriers, venus des diverses entreprises constituent une manifestation. Dès 9 heures du matin, de nombreuses rues sont bloquées; aucune voiture ne tente de percer le défilé, même si elle ne trouve devant elle qu'un seul rang de manifestants. Beaucoup de conducteurs de trams et de cars municipaux viennent se ranger derrière les cortèges et avancent à la même allure qu'eux, ce qui double ou triple la durée de leur voyage. Aux voyageurs qui protestent, ils opposent les règlements officiels. Aux autres, ils expliquent, avec un clin d'œil: « Vous comprenez, nos salaires sont à parité avec ceux des métallos. Alors... ». S'il se trouve quelqu'un pour faire du scandale, pour parler de se plaindre à la Compagnie, ce sont les autres usagers qui le font taire.

Le meeting des grévistes est une preuve, renouvelée sans cesse, de la volonté de lutte des ouvriers nantais. Le lock-out a frappé quatorze mille travailleurs; sur ce nombre, près de dix mille se retrouvent à chaque réunion. Les absents sont solidaires et trouvent le moyen de le leur faire savoir. Bien plus, tous les jours des travailleurs qui s'étaient tenus plus ou moins à l'écart du mouvement, viennent aux réunions, à la plus grande satisfaction de leurs camarades.

Les meetings sont des réunions de travail et d'action, au cours desquelles les membres du Comité d'Action des métaux viennent rendre compte de l'évolution du conflit et soumettre aux travailleurs leurs propositions. Car il ne saurait être question pour eux de prendre de décision sans l'approbation de tous les grévistes.

« Puisque nous avons tous les mêmes revendications, disent couramment les métallurgistes, puisque nous sommes tous décidés à mener la bataille jusqu'au bout, il faut nous battre tous ensemble; ce serait éparpiller nos forces que d'entreprendre des actions séparées dans chaque entreprise ou chaque atelier. »

Cette volonté d'unité de la base au sommet a été payante. Les patrons ont cherché à discuter des revendications dans chaque entreprise isolément; mais leur tentative a fait long feu; ils ont du reculer sur ce point, de même qu'ils ont été obligés de renoncer aux licenciements décidés dans plusieurs usines, de même qu'ils ont été amenés à payer un acompte sur les salaires.

Les revendications les plus importantes sont encore en suspens: l'augmentation de 40 francs, la levée du lock-out et le paiement des jour-

LES TRAVAILLEURS DE NANTES

vernementales coalisées. Au lieu de cela ils ont même décommandé les conférences qui devaient avoir lieu.

Ils devaient ouvrir une perspective politique aux combats en disant : l'extention et la coordination des mouvements jusqu'à la grève générale peut chasser le gouvernement capitaliste de guerre et de misère et le remplacer par un gouvernement des partis ouvriers. Au lieu de cela ils ont voulu démontré leur « modération », leur « esprit de Genève », le caractère « national » de leur politique.

Au lieu d'appeler au combat, ils ont osé qualifié le combat des travailleurs nantais contre les C.R.S. de provocation. Au lieu d'appeler à l'offensive ils ont osé dire : « Le rapport de force n'y est pas », alors qu'à Nantes et dans vingt villes en même temps le prolétariat montrait une combattivité et une force plus grande que jamais et qui, partout, faisaient reculer le patronat (parfois même avant le combat), alors que le gouvernement, qui aurait voulu frapper un grand coup, était à demi paralysé par la révolution Nord-Africaine.

Le patronat et le gouvernement, d'abord atterré, voyant cette lâcheté des dirigeants ouvriers ont voulu ensuite faire de la grève de Nantes une épreuve de force. Derrière les patrons de Nantes se tenaient tout le patronat français et le gouvernement, décidés à « faire un exemple ». Les patrons ont perdu cette épreuve de force grâce à l'héroïsme, à la persévérance et à l'abnégation des Nantais.

Nantes a été un exemple, mais pour impulser les luttes à venir des travailleurs. Voilà comment ils combattent. Mais ils en tireront aussi la leçon que pour vaincre définitivement c'est tous ensemble qu'il faut combattre.

Jean Rigollet, assassiné, sera vengé par les travailleurs de Nantes et de tout le pays instaurant le gouvernement ouvrier.

tion de travail. Sur le bord des échafaudages, on salue le cortège qui passe, on échange

avec les camarades encore en lutte des plaisanteries dont les patrons font les frais.

Les métallurgistes sont tous optimistes

« Frère Jacques, voyez-vous
Les métallurgistes
Sont tous optimistes.
Nous voulons
Notre pognon. »

Ces paroles — celles d'une des chansons de la grève nantaise — expriment à merveille l'esprit de la lutte. Un des soucis des grévistes est de montrer que « le moral est bon ». Et les inventions les plus humoristiques se succèdent ; le préfet ayant demandé aux responsables de ne plus bloquer la circulation par des stationnements aux endroits les plus fréquentés, les métallurgistes décidèrent d'accepter pour une fois la requête du préfet. Ils défilèrent sans s'arrêter, mais à une allure si lente que le trafic fut deux fois plus perturbé qu'à l'ordinaire. Et le cortège se

transforma en un convoi d'enterrement — l'enterrement des patrons — qui fit la joie de tous les Nantais.

Le correspondant du « Figaro » notait que les travailleurs ont oublié les couplets de l'Internationale. Peut-être ! Mais qu'importe ! Ils n'en ont oublié ni le refrain, ni la signification. Et ils ont créé des chansons nouvelles.

« Pends le patron, pend le patron, t'auras son pognon. » ou encore :

« Le patron avait promis 40 balles à ses amis. Il ne les a pas donnés. C'est un bel enfoiré, Mais nous irons tous en

[gêulant
Réclamer nos 40 francs (bis). »

Et, bien sûr, la Carmagnole ! L'ensemble de ces chants ne semble guère satisfaire les oreilles conformistes !

Solidarité

Les manifestations sont marquées par des séances de « tape-cul » ; dans le langage de la grève nantaise, cela signifie que tous les grévistes restent assis, le plus longtemps possible, sur les artères les plus encombrées, en ne se relevant que pour laisser passer les ambulances et les voitures de médecin. Les métallurgistes règlent la circulation avec autant d'efficacité que toute la police !

A l'heure du repas, le cortège se disperse. C'est pour les grévistes un des moments les plus durs de la journée, car c'est l'heure où toutes les difficultés se font ressentir. Comment subsister après sept semaines de grève ? Les patrons qui se sont plaint d'avoir signé les accords du 17 août sous la contrainte, n'ont pas hésité, eux, à faire durer le conflit pour vaincre les ouvriers par la lassitude.

Toute la population nantaise leur a répondu en montrant sa solidarité aux grévistes. Les municipalités voisines de Nantes ont organisé un système de crédit. Les pe-

tits commerçants offrent des marchandises, recueillent les enfants de travailleurs. Un exemple typique est celui de cette retraitée qui a prélevé 1.000 francs sur sa maigre pension pour les donner au Comité de solidarité.

A la suite d'incidents sanglants provoqués par la police, des pompiers ont refusé de transporter les C.R.S. blessés avant les civils atteints par les grenades. Six d'entre eux ont été révoqués, puis réintégrés à la suite d'une vaste manifestation. Les enfants des écoles participent aussi au mouvement à leur manière ; à preuve cette conversation de deux écoliers d'une dizaine d'années qui trouvent que les grévistes sont dans leur droit. « Tout de même, dit l'un, le préfet et les juges sont contre les ouvriers. — Oh ! tu sais, réplique l'autre, maintenant j'ai compris ce que c'était que leur justice ». Un mois de grève lui a plus appris sur la vraie nature de classe de la justice que plusieurs années de la morale officielle de l'enseignement public.

Le mouvement s'étend

La grève des métallurgistes est un exemple contagieux. Au début du conflit, les unions locales de syndicats avaient décidé une grève générale qui fut très suivie, sans pourtant mordre complètement dans toutes les corporations. Le 21 septembre, elles convoquèrent, sur la place Neptune, un meeting de tous les travailleurs de la ville. Plus de 40.000 per-

sonnes vinrent ; la réunion avait lieu à 17 heures, ce qui impliquait un débrayage d'au moins deux heures. Ce ne fut un obstacle pour personne ; le personnel des P.T.T. avait entrepris une grève de 24 heures ; l'habillement, l'alimentation, le gaz et l'électricité vinrent. Le personnel des grands magasins Decré, Gale-

(Suite page suivante).

nées de lock-out, la fixation du point pour les mensuels. Un grand pas à franchir en-

core. Les métallos le savent, et cela ne fait que renforcer leur combattivité.

Manifestations au travers de la ville

De cette combattivité, on ne pourrait imaginer de preuve plus éclatante que les manifestations qui suivent les meetings. Dans les rues les plus commerçantes, sur les places les plus fréquentées, les métallurgistes défilent en scandant leur mot d'ordre : toute la circulation est bloquée, toute la vie courante bouleversée. Une fois, souvent deux fois par jours, les grévistes sont maître du centre de Nantes et personne ne songe à leur disputer cette suprématie. Tout au plus le préfet proteste-t-il, dans les locaux de la préfecture soigneusement gardés par les C.R.S.

Dans la foule qui défile en bon ordre, tous sont présents : mensuels et ouvriers, jeunes et vieux, personne ne reste à l'écart. C'est ce qui stupéfait tous ceux qui ignorent la puissance de la classe ouvrière en lutte. « Même les grand-mères qui s'en mêlent », remarque sarcastiquement un bourgeois bien vêtu au passage d'une ouvrière âgée. « Et alors ! Je défends mon beefsteak comme les autres ! », répond la « grand-mère », qui s'attire les accla-

mations de ceux qui l'entourent.

Quelle discipline parmi ces manifestants ! A l'ordre bourgeois qu'on a voulu leur imposer dans le sang, les grévistes opposent l'ordre des travailleurs en lutte. A chaque arrêt, les terrasses de café sont occupées, sans qu'aucun dégât soit causé. Les trams rencontrés sur le parcours sont occupés aussi, sans que rien y soit brisé. Perdez un objet, vous le retrouverez le lendemain au local du comité d'action. « Nous ne sommes pas des voleurs », crient les métallurgistes aux petits commerçants qui ferment leur boutique sur le passage.

Partout la population nantaise manifeste sa sympathie. Les patrons des grands magasins ferment leur porte, mais derrière les vitres les vendeuses sourient aux manifestants. Les gars du bâtiment ont repris le travail, car ils ont obtenus, après plusieurs jours de grève, la levée du lock-out. Signe de cette reprise, les patrons pendus en effigie aux grues ont disparu. Mais quand passent les métallurgistes, il n'est plus ques-

VIVE L'HEROIQUE COMBAT DES TRAVAILLEURS DE NANTES (suite)

ries Lafayette débraya à 100 % pour la première fois depuis des années.

La manifestation dura deux heures, dans toute la ville. Sur le cours des 50 étages, l'emplacement où Léon Rigollet a été assassiné par la flicaille le 20 août dernier est marqué sur le sol et constamment fleuri. En passant là, le cortège observa le silence complet ; puis, une Internationale fracassante vint apporter au combattant mort l'hommage des camarades qui continuent la lutte. « C.R.S.

assassins », « Préfet, démission » suivirent ensuite, quand les manifestants passèrent devant la préfecture.

Les métallurgistes ont perdu maintenant le monopole des manifestations dans la ville. Le jour de la grève de la S.N.C.F., des cortèges ont sillonné la ville : cheminots, gaziers et aussi les travailleuses des Chemiseries Parisiennes qui menèrent jusqu'à la préfecture un pantin ridicule, pendu au bout d'une perche et symbolisant leur patron.

Provocations policières

Les patrons nantais ont évidemment l'appui de la police. Et s'ils semblent redouter une épreuve de force générale, ils n'hésitent pas à accumuler les provocations lorsque les travailleurs quittent les manifestations. Le 19 septembre, les C.R.S. ont attaqué à la grenade des métallurgistes, les poursuivant jusqu'à sur les voies de chemin de fer. Le 22 septembre, ils attaquèrent à nouveau, au pont de Pirmil, les ouvriers qui se rendaient à la Mufualité. Ils allèrent jusqu'à forcer

la porte des cafés pour venir frapper à coups de crosse les consommateurs. Le 29 encore ils provoquèrent des incidents au pont de la Madeleine.

Rien de tout cela n'intimide les grévistes, qui rendent coup pour coup. Et toutes les attaques ne font que renforcer la profonde division de toute la ville : d'un côté les patrons, leurs flics et une minorité d'alliés, saisis par la peur ; de l'autre, les grévistes, la classe ouvrière, appuyés par la plus grande partie de la population.

Où s'arrêter

La grève de Nantes est une magnifique démonstration de puissance ouvrière. Le constater ne saurait empêcher toutefois de comprendre les difficultés et les problèmes qui se posent devant elle. Difficultés qui occasionnent des conflits au sein même du mouvement. Le 20 septembre, malgré les mots d'ordre du Comité d'Action, une bonne partie des grévistes ont été manifester devant la préfecture. A la suite de cela, de nombreuses discussions éclatèrent, au cours desquelles les délégués du Comité d'Action furent violemment pris à parti par les grévistes, en plusieurs points de la ville. Provocation ! clamèrent certains. Cette prétendue explication d'incidents très réels ne constitue qu'une plaisanterie injurieuse à l'égard des travailleurs nantais. Pour qui connaît la conscience et la discipline des métallurgistes, il est évident que la présence d'agents provocateurs ne peut suffire à entraîner les grévistes dans des actions incontrôlées. Tout au plus peut-elle dévier, dans certains cas, la colère des travailleurs. Mais celle-ci a ses propres raisons d'être. Le 20 août, ce ne sont pas des provocateurs mais des grévistes, bouillant de colère devant

l'agression policière, qui répondirent à la violence par la violence. Le 20 septembre, ce sont des travailleurs, harassés par cette grève si longue, qui firent des reproches à leurs délégués. Aucun d'entre eux ne pensait que les représentants du Comité d'Action avait trahi la cause des grévistes. Mais beaucoup sentaient une certaine différence de perspective entre les dirigeants et eux. Les responsables syndicaux ont compris, en effet, que le conflit des métallurgistes nantais devrait être résolu par les seules forces des travailleurs nantais, car aucune des organisations ouvrières n'est disposée à entraîner les ouvriers du reste de la France dans une action de solidarité directe avec les grévistes nantais. Ils ont accepté cet état de fait et déterminent leur action en conséquence, cherchant à éviter des conflits trop violents avec la puissante machine patronale et policière. La très grande majorité des travailleurs, d'autre part durcis dans la lutte veut aller jusqu'au bout, pousser la bataille jusqu'à ses conséquences logiques. Ce qui implique un combat national dépassant le cadre local de Nantes.

Les conditions du succès

L'ennemi auquel se heurtent les métallurgistes nantais est organisée à l'échelle nationale. Les Ateliers et Chantiers de la Loire, Brandt, Batignolles sont des entreprises nantai-

ses ; mais elles dépendent de trusts nationaux, les Fould-Penhoët, Seligman - Hoblinger, etc., qui étendent leur ramification sur toute la France. Le préfet et ses C.R.S.

agissent sous le strict contrôle du gouvernement Faure. Et l'organe patronal « La vie française » a complaisamment révélé les détails du plan que le grand patronat et le gouvernement ont élaboré : étouffer la grève nantaise, et, **ensuite**, porter des coups décisifs aux autres luttes revendicatives au travers du pays.

L'intérêt de tous les travailleurs est donc de généraliser et de coordonner les conflits en cours, d'organiser

systématiquement l'action de toutes les corporations. Action contre le patronat, mais aussi contre le gouvernement qui vient de démontrer une nouvelle fois, par ses déclarations et ses actes, qu'il pesait du plus grand poids dans la lutte contre les ouvriers. En aidant leurs camarades à remporter à Nantes une victoire éclatante, les travailleurs français prendraient la meilleure garantie sur l'avenir.

La même chose dans toutes les villes

L'opinion des métallos Nantais ne saurait faire de doute. Ils se sont lancés spontanément dans la grève, mais ils ont tiré les leçons de toutes leurs expériences. C'est ainsi qu'ils renient au patron le droit au lock-out. « Nous faisons marcher l'usine par notre travail, disent-ils, et nous avons formé des comités d'action qui nous représentent et, en définitive, représentent une direction de l'usine aussi représentative que la poignée d'administrateurs et de représentants du patron ». C'est cette nouvelle direction qui commence à s'organiser qu'ils opposent à la bourgeoisie et à son administration. Ce n'est pas « faire de la politique » aux yeux des métallurgistes

que de déclarer une hostilité sans merci au gouvernement. Aux meetings, ne se trouve-t-il pas des ouvriers pour crier, sans que les autres travailleurs l'en blâment : « Y en a marre du préfet », ou « C'est avec le gouvernement qu'il faut se battre » ? Un des mots d'ordre fréquemment repris maintenant, au cours des manifestations, n'est-il pas : « Edgar Faure démission ? ».

Et rien ne peut mieux traduire l'avis et l'espoir des grévistes nantais que cette réflexion, sans cesse répétée : « Si on faisait la même chose que nous dans toutes les villes, tous les patrons seraient de la classe... surtout au moment où le gouvernement est dans la panade en Afrique du Nord ».

L'exemple de Nantes

Le mouvement de lutte s'étend effectivement dans toutes les villes, mais sans aucune coordination, sans perspective d'ensemble, sans direction. Les organisations laissent faire, quand il faudrait pousser de l'avant sans cesse. Aucune n'a entrepris une manifestation de solidarité vraiment conséquente à l'égard des nantais. Il faudrait faire dans les usines des collectes en faveur des grévistes de Nantes, qui sont sous-alimentés depuis des semaines. Il faudrait envoyer des délégations fraternelles qui viendraient dans les assemblées témoigner de la communauté d'intérêts qui lie tous les travailleurs. Ce qu'il est possible de réaliser pour un rassemblement des Partisans de la Paix l'est, à plus forte raison, pour une lutte qui intéresse toute la classe ouvrière.

La carence des organisations ouvrières est éclatante. Elles portent et porteront la responsabilité de tous les coups que pourra recevoir le mouvement des métallurgistes Nantais. Elles vont jusqu'à faire le silence sur le déroulement de la grève.

Mais elles ne pourront empêcher la classe ouvrière de France d'assimiler l'exemple de Nantes.

A Nantes, les travailleurs ont constamment lutté pour généraliser leur grève, dépasser les actions limitées à chaque atelier ou chaque usine.

Ils se sont battus pour imposer aux patrons la reconnaissance du caractère général de leur grève.

A Nantes, les organisations syndicales ont entrepris un front unique de la base au sommet ; grâce à cela, leurs revendications ont pu être défendues efficacement face aux représentants patronaux. En même temps, sous l'impulsion de l'unité, les comités d'entreprises — comités d'action, comité de solidarité — se sont développés, opposant la force ouvrière organisée aux forces de répression de la bourgeoisie.

Ces méthodes de lutte ont gagné les autres corporations qui sont entrées dans le combat avec succès. Elles ont hâté la séparation entre le camp bourgeois et le camp ouvrier, en provoquant la solidarité de toute la population à l'égard des grévistes. La lutte générale, menée sans hésitations, est payante, l'exemple de Nantes le prouve.

Les travailleurs de Nantes tiennent depuis des semaines. Quels succès ne pourraient remporter, à leur exemple, tous les travailleurs de France, menant, unis de la base au sommet, une action d'ensemble :

pour une augmentation générale des salaires, contre les abattements de zone ;

contre la bourgeoisie et son gouvernement, pour un gouvernement des travailleurs.

Correspondant.

OCTOBRE 1955

VOUS Y LIREZ :

LA CHUTE DE PÉRON

Ce ne sont pas les canons de la flotte de parade ancrée devant Buenos-Aires qui ont abattu le régime de Peron. Ce sont les limitations inhérentes à la nature bourgeoise de ce régime qui l'ont empêché de se servir de la seule force capable d'écraser les factieux, celle du prolétariat organisé dans la C.G.T.

Devant la puissante coalition de toutes les forces réactionnaires, rétrogrades, du pays (propriétaires fonciers, gros commerçants, Eglise catholique, éléments arriérés de la petite bourgeoisie à nouveau exaspérée par le climat économique défavorable), coalition alliée à l'impérialisme yankee, la survie du régime de Peron, représentant de la bourgeoisie industrielle nationale, dépendait de l'action active des ouvriers armés. Peron, fidèle à sa classe, et les bureaucraties dirigeantes de la C.G.T. à la solde de celle-ci, n'ont pas voulu recourir réellement à cette aide, qu'ils ont brandie pour un moment seulement comme simple épouvantail.

L'action des ouvriers armés déclenchant la grève générale pouvait certainement bouleverser la situation de fond en comble et venir à bout de la révolte d'une partie des forces armées défendant les intérêts de la bourgeoisie compradore et de l'impérialisme. Mais cette action aurait fait sortir le régime hors de son orbite de classe. Peron serait devenu le Kerensky de la révolution argentine commencée, devant lequel se profilerait le spectre rouge d'Octobre. Il ne voulait sincèrement pas cela. Il a préféré démissionner et s'enfuir, sans manquer d'assurer préalablement la transition du régime bourgeois qu'il représentait à cette même armée qui venait de le déposer du pouvoir.

Peron n'a pas « trahi », il est resté jusqu'au bout fidèle à sa classe. Ce sont les dirigeants syndicaux à la solde de cette classe qui ont trahi le prolétariat argentin, en ne réalisant pas la grève générale et l'armement général des ouvriers, en multipliant au moment le plus critique les appels au calme et à la résignation devant les progrès des factieux, enhardis précisément par cette trahison des dirigeants ouvriers.

**

Depuis le 16 juin 1955, l'Argentine a vécu une extraordinaire phase de luttes de classe, riches en enseignements multiples. Peron, il y a dix ans, avait accédé au pouvoir pour faire fructifier les possibilités d'une bourgeoisie d'un pays semi-colonial, immensément enrichie pendant la guerre, désireuse d'acquiescer une indépendance plus substantielle par rapport à l'impérialisme, à l'aide d'une industrialisation accélérée. Pour réussir, il avait besoin de la force organisée du prolétariat qui tenait constamment en respect les forces indigènes rétrogrades et assurait au régime, en échange de quelques concessions limitées, une grande stabilité sociale, remarquablement profitable à la bourgeoisie industrielle.

Les années de succès triomphants de Peron ont coïncidé avec la période de prospérité économique de l'Argentine, enrichie pendant la guerre, grande exportatrice de blé et de viande pendant les années de disette mondiale de produits agricoles, de l'immédiat après-guerre jusqu'à 1950 environ. Ensuite commença une période de déclin des exportations de l'Argentine, d'endettement envers une série de pays fournisseurs, et d'inflation intérieure. Seul le dévouement de la classe ouvrière permit à Peron de manœuvrer sur le plan économique et commercial sans être perturbé par de violentes réactions à l'intérieur. Mais, devant une situation économique intérieure et une conjoncture internationale défavorables, son régime devait, pour y faire face, recourir à la fois à l'aide des capitaux étrangers et à l'abaissement du niveau de vie des ouvriers. Peron hésita à pousser loin l'offensive contre les ouvriers et préféra manœuvrer pendant une période avec l'aide de capitaux étrangers, des

Etats-Unis en particulier. Le contrat passé à ce propos avec la Standard Oil est significatif du revirement de sa politique sur ce plan et de l'ampleur des concessions qu'il dut faire. Mais, une fois son front entamé par l'impérialisme, celui-ci voulut pousser ses avantages aussi loin que possible. Tout en marchandant avec Peron, il encourageait les forces indigènes hostiles à celui-ci, à renforcer leur pression sur lui, pour accentuer sa capitulation et entraîner éventuellement sa chute.

D'autre part, la bourgeoisie compradore voulait surmonter la crise économique principalement aux dépens des concessions faites par Peron aux ouvriers sur le plan des salaires et des services sociaux. Son attaque initiale prit la forme d'un regroupement politique sous le noble drapeau non encore usé d'un rassemblement démocrate-chrétien. Peron, averti du danger, passa à la contre-attaque, promulgua une série de lois sapant le pouvoir matériel et

moral de l'Eglise et réprima l'activité des militants catholiques. A ce moment déjà, la lutte des classes en Argentine atteignit la phase d'une guerre civile latente ne pouvant se maintenir dans les stricts cadres du régime bourgeois.

Peron comprit vite cette dynamique et, de juillet à septembre, il fit tout pour rappeler à la bourgeoisie le sens de ses responsabilités et trouver un compromis entre toutes ses fractions sur la base de la légalité bourgeoise. Ce faisant, il s'aliénait chaque jour plus son seul soutien valable, la classe ouvrière, découragée, démoralisée par les hésitations, la modération, le conformisme du Chef, et encourageait objectivement ses ennemis qui voulaient dès lors exploiter à fond l'affaiblissement de sa position, désormais intenable.

**

Le bonapartisme de Peron a été poussé plus loin que nul autre part ailleurs, mais au moment où il risquait de changer de base sociale et de se reposer sur le prolétariat contre la bourgeoisie, il a tout naturellement préféré capituler devant sa classe. A partir de juin, le péronisme ne pouvait survivre qu'en tant que transuroissance d'un mouvement basé sur les ouvriers mais exploité par la bourgeoisie industrielle, en véritable mouvement ouvrier. Il aurait fallu que les milices ouvrières s'organisent face à l'armée truffée de cadres bourgeois, et que la menace de la grève générale des ouvriers armés occupant les usines et les rues resté constamment suspendue sur les têtes brûlées des chefs factieux. Mais le régime se serait alors engagé en réalité sur la voie du double pouvoir, avec Octobre pour perspective. Les bureaucrates dirigeants de la CGT n'avaient naturellement pas l'étoffe de révolutionnaires prolétaires. La tendance marxiste révolutionnaire argentine, si courageuse, si pleine d'initiatives justes et hardies, n'était pas encore assez forte pour déterminer une telle évolution. Mais, en ces extraordinaires trois mois de luttes de classe, de vastes couches prolétaires ont fait une expérience politique prodigieuse qui laissera des traces ineffaçables dans le mouvement ouvrier du pays et de toute l'Amérique latine.

La bourgeoisie réactionnaire, épaulée par l'impérialisme yankee, s'efforcera d'écraser le mouvement ouvrier argentin. Il ne faut pas sous-estimer le danger ni ses répercussions sur tout le continent. Après le Guatemala, Washington remporte à Buenos Aires sa plus grande victoire réactionnaire. Mais après l'expérience Arbenz, l'expérience Peron servira au mouvement ouvrier latino-américain à se donner désormais une véritable direction marxiste révolutionnaire, seule capable de le conduire à la victoire. La faillite des directions petites bourgeoises ou bourgeoises est patente. En Argentine, l'heure a sonné pour regrouper l'avant-garde ouvrière autour de la tâche essentielle : former un parti ouvrier de masse basé sur les syndicats. La CGT, malgré la trahison des dirigeants, est apparue plus qu'une centrale syndicale : l'organisation de classe du prolétariat capable de prendre toute une série d'initiatives politiques, le soviétique, le vrai parlement ouvrier. Pendant les événements, la CGT était le parti du prolétariat et les marxistes révolutionnaires travaillant dans son sein avaient pour tâche d'amplifier et de compléter les mots d'ordre, les formes d'organisation et d'action qui faisaient de fait de la CGT le parti de la classe. Il faut partir de cette expérience vécue par des centaines de milliers d'ouvriers pour transformer la défaite passagère en victoire définitive et totale.

Avec Peron, c'est la direction bourgeoise nationale du mouvement ouvrier argentin qui s'en va. L'ère du parti ouvrier de masse et de la direction marxiste révolutionnaire commence.

« QUATRIÈME INTERNATIONALE »

Editorial

« Esprit de Genève », Réalités sociales.

Notes éditoriales

La chute de Peron.

Tension sociale accrue en France

Avant la Conférence du L.P. anglais.

Les dirigeants yougoslaves à nouveau à l'épreuve.

Auto-détermination pour le peuple cypriot.

La conférence atomique de Genève.

M. PABLO

Au quinzième anniversaire de la mort de Léon TROTSKY.

A. DURET

Les directions nationalistes devant la révolution en Afrique du Nord.

E. GERMAIN

L'économie indienne du 1^{er} au 2^e plan quinquennal.

Manuel SOUZA

Le mouvement ouvrier brésilien face aux élections.

Emilio PRADO

Les masses chiliennes cherchent une issue révolutionnaire.

Néo-réformisme, stalinisme et marxisme (A propos du livre de MERLEAU-PONTY, *Les aventures de la dialectique*).

Les livres

Le Manuel soviétique d'économie politique (II).

Quand le fascisme nous devançait, de D. GUERIN.

Croquis d'ambassade, de P. QUARONI.

L'opium des intellectuels, de R. ARON.

Documents

Déclaration du Secrétariat International sur la Conférence de Genève.

Déclaration du Secrétariat International sur la proposition de construction d'une Internationale prolétarienne de masse.

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale

Ecole internationale de cadres -- « Revista latino-americana » -- Belgique, Israël, Etats-Unis, Ceylan, Uruguay, Indonésie, U.R.S.S., Pologne, Chine.

Le numéro de 80 pages : 150 francs

S'adresser à la revue

C.C.P. FRANK Pierre, 12648-46, Paris 64, rue de Richelieu.

LA LUTTE OUVRIÈRE

POUR L'UNIFICATION DES LUTTES OUVRIÈRES

Depuis plusieurs semaines, les ouvriers français de toutes les régions, de toutes les corporations, sont en lutte. Les succès incontestables déjà remportés ont contribué à développer la confiance des travailleurs en leurs propres forces. Les militants ouvriers le savent bien lorsqu'ils disent : « l'atmosphère est changée » dans les usines ou les chantiers.

C'est ainsi que, tout naturellement, leurs préoccupations qui étaient il y a encore un an : « Comment susciter l'action » se transposent sur un autre plan.

« Quel est le moyen le plus efficace, la forme d'action la mieux appropriée, pour faire céder le patron » mais aussi ; « Qu'est-ce qui CONVIENT LE MIEUX aux travailleurs, étant donné leur sens critique fruit de leurs multiples expériences des dix dernières années, et aussi leurs aspirations ».

C'est le secret de polichinelle que de dire aujourd'hui que le débat entre ouvriers dans les usines, chantiers ou dépôts, porte sur le problème de la lutte d'ensemble.

F.O. et C.F.T.C. y répondent en tournant le dos, empêtrés dans « leurs négociations » avec comme corollaire la dénonciation de « l'agitation » nuisible aux discussions. Etant donnée leur influence, ce n'est pas catastrophique pour les travailleurs.

RESPONSABILITÉ DE LA C. G. T.

Les liens plus étroits de la C.G.T. avec les masses, son autorité incontestable, lui confèrent plus de responsabilité, et son attitude est souvent déterminante.

Les militants de la C.G.T. qui viennent de réussir des grèves ou débrayages malgré l'hostilité des autres syndicats le savent fort bien.

La politique de la C.G.T. mérite une analyse sérieuse.

Que dit-elle ?

Précisément, elle ne dit rien.

Le silence sur les événements de Nantes relatés par ailleurs dans ce journal qui témoignent du haut niveau de la lutte jamais atteint dans cette ville, est significatif. Ce n'est pas la timide campagne de solidarité financière lancée après plus de 40 jours de grève et lock-out, par le bureau confédéral qui constitue une politique ni le renouvellement plus que timide des propositions d'unité d'action aux autres centrales issues du 30^e Congrès.

PRUDENCE... ?

Néanmoins, l'ensemble des dirigeants de la C.G.T., ceux qui dirigent les fédérations, les syndicats, ne sont pas dépourvus d'orientation. On peut les entendre intervenir les uns après les autres dans les assemblées de travailleurs, on peut lire et relire les appels publiés dans les différents journaux et tracts de la C.G.T.

Dans tous les secteurs, ils invoquent l'inégalité de développement des luttes, le niveau différent de combativité dans une même corporation, une même localité, une même usine, etc..., mais dans tous les secteurs, ils développent la même politique, si bien qu'aucun militant ne sait qui est en avance et qui est en retard.

Cette politique « trop prudente » équivaut en fait à fixer l'attention des militants de la classe ouvrière sur « la queue du mouvement », sur les couches les moins combattives et à définir en conséquence des formes de lutte en repli.

Ce n'est pas là le rôle d'une organisation d'avant-garde qui se doit de généraliser et de coordonner les formes de lutte les plus avancées, à accélérer le processus de radicalisation des masses, à se servir pour cela des exemples les plus probants des combats ouvriers.

UNIR LES LUTTES

Tous ces dirigeants qui invoquent la nécessité de ne pas « regarder à droite ou à gauche pour déclencher la lutte » dans la moindre équipe, parlent de consulter les travailleurs sur leurs revendications et sur les moyens aptes à les faire aboutir mais entendent le débat lorsque ceux-ci abordent de front le « Tous ensemble » voire « la grève générale ».

Ces deux termes sont aujourd'hui bannis du vocabulaire syndical même à l'état de perspective.

Le fin du fin reste la grève tournante.

Personne n'a jamais contesté l'utilité d'une telle forme de combat lorsqu'il s'agit de mobiliser les travailleurs, de jauger leur degré de combativité.

Mais en juillet, comme en août après l'assassinat du jeune

ouvrier de Nantes, en septembre à la rentrée des usines, après la grève générale à Nantes, après la flambée de la grève de la R.A.T.P. créant de nouvelles conditions au mouvement ouvrier, la C.G.T. s'est contentée de réciter mécaniquement les mêmes mots d'ordre. Comme à Saint-Nazaire... dit-on, où les ouvriers ont pratiqué les grèves tournantes pendant des mois. Mais Saint-Nazaire, ce n'est pas cela seulement, c'est aussi la généralisation du mouvement à une certaine étape, l'occupation des chantiers, la manifestation de rue et... l'extension à toute la Bretagne (Nantes, Brest, Lorient, etc...).

La « grève tournante » devient une fin en soi, alors qu'elle n'est qu'un moyen. Peut-il en être autrement lorsqu'aucune perspective n'est donnée aux travailleurs ?

Qu'ont donné les grèves tournantes chez Renault ? Après la montée des 15 et 16 septembre et la multiplication des débrayages, c'est la « retombée ». Plus rien à se mettre sous la dent, disent les militants.

La grève du 12-SO, avec ses 300 ouvriers, continue, seule. Nous voilà revenus à la « grève-bouchon » condamnée depuis la grève du département 74 en avril.

UNIR LES REVENDICATIONS

Un autre problème domine, et qui rejoint celui de « l'inégalité d'une usine à l'autre ». C'est la multiplicité des revendications.

La diversité se retrouve jusque dans la même usine. Les ouvriers du 12-SO chez Renault revendiquent 47 francs de l'heure alors que la consultation organisée dans les départements avait donné 40 francs uniformes pour tous.

Que sont devenues les revendications immédiates du trentième Congrès ?

Comment faire la liaison entre les 3.000 francs de la RATP, les 40 francs de la métallurgie, les 30.000 des cheminots ?

Il fut un temps où les organisations syndicales revendiquaient des conventions collectives « nationales ». Qu'en est-il aujourd'hui ? On assiste à une fragmentation des accords par usine, à des règlements.

FAIRE PARLER LES TRAVAILLEURS

Pendant toute une époque, pas si lointaine, on organisait des conférences de l'automobile, de l'aéronautique, etc.

Au moment où 3.704 mouvements ont été dénombrés, rien que dans la métallurgie, dont 1224 rien que dans la semaine du 17 au 24 septembre, peut-on dire que la coordination, la planification de la lutte des ouvriers n'est pas à l'ordre du jour ? Les différentes revendications ne sont pas un obstacle, à condition que ce soit les ouvriers qui tranchent cette question.

De larges conférences ouvrières par localité, par industrie, par corporation AURAIENT VITE TRANCHE LES DIFFICULTÉS.

Les travailleurs ne vivent pas en vase clos. La preuve en est que la reprise de la combativité a été déterminée par Nantes. Les travailleurs jugent, comparent, apprécient le rapport de forces.

Ces congrès de travailleurs sauraient facilement trouver les points d'accord. Chez RENAULT encore, aucun travailleur des forges ou du 18 n'a fait de difficulté lorsque les 40 francs ont été adoptés par l'usine.

Quelle opposition pourrait faire l'ouvrier de la RATP, des cheminots, des fonctionnaires même, à une telle confrontation ?

DES PERSPECTIVES

S'installer dans les inégalités entre travailleurs, revendiquer suivant les possibilités de chaque usine, nier tout lien entre ouvriers du Nord et du Midi, supprimer la solidarité entre le travailleur du trust moderne et celui de l'entreprise « marginale », c'est RESOLUMENT TOURNER LE DOS AUX VÉRITABLES INTÉRÊTS OUVRIERS.

Les ouvriers n'ont que faire de ce qui est « raisonnable » dans le régime capitaliste. Il leur faut l'abattre. En France, il n'y aura plus jamais de stabilisation, plus de « miettes » à distribuer aux travailleurs.

La perspective, c'est L'UNIFICATION DES LUTTES, LEUR COORDINATION. La perspective c'est aussi l'extrême imbrication de la guerre contre-révolutionnaire menée par l'impérialisme français en Afrique du Nord, et la répression des flics et CRS contre les ouvriers en lutte.

La perspective, c'est le gouvernement qu'il faut abattre, c'est la lutte pour le gouvernement des travailleurs, le Front unique PCF et PS.

R. DUPARC.

Les ouvriers de chez Chausson n'aiment pas qu'on les freine

Chausson est une grosse entreprise de la région parisienne qui exploite 8.000 ouvriers et mensuels répartis en six usines séparées, dont les deux principales : Asnières et Gennevilliers, regroupent les trois quarts du personnel.

De grandes traditions de lutte sont attachées à cette entreprise et jamais, à aucun moment, l'ensemble des usines n'a été l'exemple de cette « paix sociale » si chère au patron, M. Roos.

Que se passe-t-il dans ces usines depuis la rentrée des congés ? Presque rien, la première semaine, sauf une résolution et un débrayage d'une demi-heure à Asnières, contre la répression en Afrique du Nord.

Ailleurs, rien. Les militants communistes, sans directive et sans mot d'ordre ne savaient que faire et comptaient avec espoir sur les mouvements spontanés.

Les ouvriers eux s'entretenaient fiévreusement des événements de Nantes et demandaient à leurs dirigeants :

— Qu'est-ce qu'on fait ?

Ceci ne devait pas être particulier à Chausson, puisqu'à l'assemblée des Métallurgistes de la Région Parisienne, à Baillet, tous les militants se sont faits sermonner sur leur inactivité, leur incapacité à entraîner les métallurgistes parisiens dans la lutte.

Il faut dire que l'on n'a pas donné aux militants de mots d'ordre de luttes d'ensemble qu'attendent les ouvriers, mais seulement :

— Faire constituer les cahiers de revendications, par les travailleurs ;

— Faire constituer les comités d'unité d'action, par les travailleurs ;

— Faire prendre les décisions quant aux moyens de faire aboutir les revendications, par les travailleurs (comme à Saint-Nazaire, dit-on).

— Tenir compte de l'inégalité des niveaux de compréhension et de combativité.

— Se battre chacun chez soi, contre son patron.

— Ne pas attendre un mot d'ordre de lutte d'ensemble pour la métallurgie parisienne (Pas d'aventure !).

Un seul mot d'ordre positif et mobilisateur :

— **L'augmentation générale des salaires.**

C'est ce qu'attendaient évidemment les travailleurs de chez Chausson comme ceux de partout ailleurs.

Quand à la tactique, il est apparu très vite que les ouvriers ne la comprenaient pas.

Dès la deuxième semaine de septembre les consultations commencent dans toutes les usines, sur l'augmentation des salaires, menées par la C.G.T.

Aucune limite n'étant fixée, l'unanimité se fait rapidement autour de 40 francs de l'heure pour tous.

Le sondage n'est pas terminé, que déjà des équipes débrayent, des ateliers entiers.

La grève des transport n'est pas étrangère à cette volonté de se battre, non plus que les débrayages dans l'électricité.

Les ouvriers l'expliquent : « C'est le moment d'y aller tous ensemble ».

On a beau leur expliquer qu'il faut faire des débrayages tournants. Ils ne pensent pas qu'on puisse arracher 40 fr. de l'heure de cette manière.

— La troisième semaine de septembre voit ainsi plusieurs ateliers en grève réclamant l'extension au reste de l'usine.

Devant cette situation et sur la proposition d'un groupe d'ouvriers, la section C.G.T. appelle à un débrayage de 2 heures de toutes les usines du groupe ainsi qu'à un meeting réunissant tous les travailleurs devant le siège de la direction.

Cette manifestation fut suivie au delà des prévisions.

Près de 4.000 travailleurs défilèrent de Gennevilliers à Asnières, arrêtant la circulation, pancartes en tête, scandant « nos 40 francs », « Chausson peut payer ».

Le meeting fut enthousiaste mais calme et sans qu'il y eut le moindre incident. Les dirigeants du P.C. n'arrêtèrent pas d'exhorter les travailleurs au calme, ce qui eut le don de les irriter quelque peu.

Le patron acceptait de recevoir les délégués le lendemain.

Quoique les travailleurs étaient partis pour ne reprendre le travail que lorsqu'ils auraient satisfaction, on leur expliqua qu'il fallait retourner à leurs machines.

Ce que ne comprirent pas certains, qui n'avaient pas repris le lendemain.

Ils attendaient la réponse du patron qui se fit attendre.

— Pas question d'augmenter les salaires. Proposition d'un accord. Les trois semaines de congés payés et les jours fériés en échange de contre-partie dont les syndicats devraient prendre l'engagement (?).

Certains ateliers débrayent aussitôt, les autres n'attendent qu'un ordre, qui ne vient pas.

La lutte à Bordeaux

Malgré de très nombreuses grèves dans les usines de Bordeaux et de sa banlieue, il n'est pas encore possible d'affirmer qu'une relance d'un mouvement général des travailleurs se prépare. L'atmosphère du mois de juillet et du début d'août ne se sent pas. Le poids de l'échec de la grève des tramways, celui de l'impasse du mouvement de Nantes, l'attitude, tant sur le plan régional que sur le plan national des syndicats et des partis, laissent les travailleurs dans l'hésitation. Sans direction et sans perspective, ils mènent ainsi des actions isolées ou restent dans l'expectative.

Un autre facteur appuie également de tout son poids sur le mouvement ouvrier de la région : le tassement, la stagnation de l'activité économique. Mais le mouvement du mois de juillet, les actions présentes démontrent que ce facteur n'est pas déterminant pour stopper l'action des travailleurs. Il pourrait être même la base d'une agitation qui servirait, menée correctement, à mettre une fin à la décadence économique de la ville de Bordeaux et de sa région. Mais nous aurons l'occasion de revenir sur ce fait.

Pour la semaine passée, une seule action présente de l'importance

(celle des cheminots a été trop fugitive) : la grève de l'entreprise de fabrication de carton CEMPA à Bègles, banlieue immédiate, et qui comprend plusieurs centaines d'ouvriers et ouvrières. Cette entreprise, agencée d'une façon moderne, a investi un milliard dans l'équipement de l'usine.

Déclenchée mardi dernier, la grève, totale depuis sept jours, se poursuit. Les travailleurs demandent 30 francs d'augmentation horaire. Et la volonté des ouvriers a fait que la menace du lock-out n'a pas été appliquée par la direction.

Ainsi, avec les nombreuses autres actions menées dans des entreprises moins importantes, les travailleurs girondins, malgré l'handicap de la structure industrielle et de manque d'activité économique de la région, ne restent pas en queue du mouvement revendicatif actuel qui embrasse tout le pays. Mais surtout, le mouvement des ouvriers de notre région, comme celui des autres régions, se trouve limité par l'absence de coordination et d'une perspective politique nationale. C'est le mur sur lequel vient se buter, mais pas vainement, l'offensive présente.

R. NUMA.

26 Septembre 1955.

Le lundi suivant, les délégués des ateliers encore en grève ont du mal à convaincre les ouvriers de reprendre le travail, il y a des échanges de mots. Mais ces militants ne sont évidemment pas responsables.

Le mot d'ordre est de recommencer les débrayages limités et tournants.

Mais ça ne marche plus. Des travailleurs lancent la proposition d'une grève de 24 h.

La section C.G.T. propose d'aller demander d'abord une nouvelle entrevue avec la direction. Celle-ci accepte une nouvelle réunion dans la semaine. Un nouveau débrayage est alors décidé pour le jour de la réunion, mais limité à 2 heures comme le précédent.

Pour que les gars marchent une seconde fois il faut leur promettre que si les propositions patronales sont insuffisantes on ne reprendra pas le travail.

(Argument dont seuls les militants des ateliers prennent l'initiative.)

Le meeting a lieu comme le précédent, le patron n'accorde que de vagues modifications à ses premières propositions.

Au plus fort de la combativité des ouvriers de chez Chausson, on leur propose... de retourner dans leurs équipes, de formuler leurs cahiers de revendication, d'élire des comités d'unité d'action, d'appuyer par tous les moyens, etc., etc.

C'est-à-dire d'empêcher que le mouvement n'aille trop loin, et pour cela autant que possible, le faire redescendre. Voilà comment on gâche la combativité des ouvriers.

Ceux-ci veulent se battre tous ensemble et durablement, d'abord à l'échelle de l'usine, mais la logique veut, qu'une fois l'élargissement à toutes les usines d'un même groupe, se pose celui de l'élargissement à toute la région, à tout le pays.

Quand les ouvriers de chez Chausson ont demandé 40 fr. de l'heure, ils posaient en fait le principe d'un tel schéma, et les directions ouvrières de la C.G.T. et du P.C. en acceptant de défendre les revendications des travailleurs font apparaître une disproportion flagrante entre le niveau de celles-ci et les formes de luttes qui leur sont proposées pour les faire aboutir.

C'est un jeu maladroit que sont en train de payer en ce moment les militants communistes de chez Chausson. Puisse, cette expérience, les éclairer sur le manque de politique total de leur direction qui, à défaut de perspectives à proposer aux travailleurs, préfère voir les mouvements de ceux-ci stagner à un certain niveau.

Ce qu'ils appliquent, eux, d'une façon caricaturale, à l'échelle des usines Chausson.

Correspondant.

A la porte le gouvernement de la guerre en Afrique du Nord

(Suite de la première page)

La direction du P.S. se livre bien à quelques protestations verbales. D. Mayer demande au Gouvernement de s'expliquer devant la Commission des Affaires Etrangères (ils n'ont pas demandé comme en 1953 la convocation du Parlement), en spécifiant que le législatif n'empièterait pas sur l'exécutif ! La direction socialiste ne voit dans la situation présente qu'un moyen d'augmenter ses suffrages aux prochaines élections, et craint toute action, dans laquelle elle pourrait être débordée par la direction communiste, qui elle-même pourrait ne plus être maître des mouvements de masse.

La direction socialiste est, évidemment, fidèle à ses traditions. Mais les ouvriers doivent être bien surpris de l'attitude de la direction du P.C., attitude qui est en général très complexe. Depuis des mois, c'est le silence. Ce sont des Courtade qui remplissent les colonnes de L'Humanité, un Servin qui appelle au recrutement au moment où les cellules sont moins fréquentées. Mais rien de Thorez plongé dans des travaux « théoriques » sur la paupérisation ; rien de Duclos. A quoi est dû ce silence ? A l'« esprit de Genève », au désarroi qui sévit dans les hautes sphères stalinienne sur des questions importantes comme les relations avec la Ligue des communistes yougoslaves ou l'Internationale, après la déconfiture du Bureau d'informations ? Ou à des divergences à la fois sur ces questions et sur celles de la politique française à l'heure actuelle ? La démocratie ouvrière exigerait que la vérité soit dite aux militants communistes et aux ouvriers. Mais laissons pour le moment cette question, et revenons à la politique stalinienne actuelle.

La seule politique, à l'heure présente, que les militants ouvriers reçoivent de la direction stalinienne, c'est de tenir compte des niveaux différents dans la classe ouvrière, et d'agir comme faire se peut chacun dans son usine, et même chacun dans son équipe. Il est bien vrai que tous les ouvriers ne sont pas au même niveau ; il est bien vrai aussi que les mouvements qui se produisent actuellement, si isolés soient-ils les uns des autres, ne peuvent être vaincus, étant donné la conjoncture économique et l'état de l'impérialisme français. Les ouvriers arrachent partout quelque chose, mais la question essentielle n'est pas là.

Cette politique stalinienne est la négation même du parti révolutionnaire qui doit viser à élever les couches les plus arriérées au niveau des plus avancées et à la plus haute conscience politique. La politique actuelle du P.C. s'aligne non seulement sur les éléments plus arriérés, elle tend à semer le découragement parmi les plus combattifs.

Le malaise grandit dans les rangs des militants du P.C. et de la C.G.T. Ils voient une classe ouvrière combative, mais qui ne répond pas à la politique de leur parti et de leur centrale syndicale. Deux heures de grève, disent les directions ; nous voulons un mouvement d'ensemble, disent les ouvriers. Ce sont les ouvriers qui ont raison. Les militants doivent imposer à leurs organisations politiques et syndicales la politique qui unifiera les luttes et de ce fait suscitera l'enthousiasme et la combativité des travailleurs à un niveau plus élevé que jamais. Cette politique, elle n'a pas besoin d'être cherchée bien loin, elle est dictée par les événements avec une force extrême. La plus grande partie des ouvriers le comprennent, c'est la direction du P.C. et de la C.G.T. qui fait la sourde oreille.

Sur le plan des revendications immédiates, une hausse générale des salaires, la semaine de 40 heures, les trois semaines de congés payés.

Un arrêt des opérations militaires, la démobilisation des rappelés et des maintenus, la réduction du temps de service (comme cela a déjà été fait en Belgique et comme cela est exigé par le mouvement ouvrier anglais).

La reconnaissance des revendications des peuples colonisés.

Mais il ne peut seulement s'agir de revendications isolées les unes des autres. Le P.C. a fait au sujet de quelques-unes des propositions de front unique au P.S. ; mais il l'a fait de façon formelle, sans véritable campagne publique ; et surtout il n'a pas placé ces revendications dans un cadre général, dans celui d'une lutte d'ensemble menant à la grève générale, et à l'instauration d'un gouvernement de front unique P.C.-P.S. qui appliquerait un programme général de reconstruction économique et développerait une politique de paix envers tous les peuples, et en premier lieu envers les peuples colonisés d'Afrique du Nord, un programme qui entamerait la construction d'une société socialiste, seul moyen de mettre un terme à la décomposition grandissante.

Ce que disait MARTY sur le mouvement d'août 1953

La classe ouvrière constate qu'elle a été dupée dans les années de la Libération, car elle pensait que la Libération Nationale s'accompagnerait de la Libération Sociale ou, au moins, de pas sérieux vers elle. Aussi, reprend-elle sa lutte de classe, non seulement pour défendre par son action propre, ses conditions de vie, mais pour son émancipation totale.

Donc, la grève générale des P.T.T. et des cheminots, des transports et services publics commencée d'en bas, unanimement, pour la défense des conditions de vie, a pris, par la volonté de tous, un caractère révolutionnaire.

Nous approchons donc de la crise révolutionnaire ainsi définie par Lénine :

« Les classes dirigeantes ne peuvent plus gouverner comme par le passé ; les classes exploitées ne veulent plus continuer à vivre comme par le passé ».

Les dirigeants du parti socialiste se sont eux aussi, présentés en sauveurs... du gouvernement ; les députés Gazier et Depreux ont demandé la convocation de l'Assemblée Nationale pour noyer le poisson dans l'aquarium parlementaire ; mais, cette fois, la masse des socialistes a été, en général, à fond dans la lutte, de même, d'ailleurs, que les C.F.T.C. de base.

En ce qui concerne le P.C.F., ce qui a étonné, c'est la mollesse extraordinaire de sa direction à tous les échelons. Son attitude a été typiquement réformiste. « L'Humanité », durant trois semaines, n'a même pas appelé à la solidarité active malgré les moyens énormes du Parti (journaux quotidiens, municipalités, centaines d'élus, etc...).

« L'Humanité » n'a pas aidé les grévistes, ne fût-ce que par l'information précise de ce qui se passait ; c'est pour cela que son tirage est resté stationnaire (180.000 quand il y avait 4 millions de grévistes).

Au fur et à mesure du retour des congés payés, plus particulièrement dans la métallurgie parisienne une question dominait : c'est le moment d'agir. Or, la situation était favorable aux travailleurs.

Mais, pour que les travailleurs de la métallurgie parisienne s'ébranlent au retour des congés, c'est-à-dire avec le portefeuille vide, il eût fallu leur prouver que le moment était venu d'agir tous ensemble, et il eût fallu prendre toutes les dispositions pour assurer le succès, y compris, naturellement, la constitution d'une large direction et d'un fonds de grève, rien ne fut fait. Pourquoi ?

A la suite des violentes critiques portées dans les ateliers contre la direction du Parti communiste, une discussion a été imposée au sein des organisations du P.C. de Renault (dont le dirigeant était Armanet, du Comité central, un de mes instructeurs). Au cours de cette discussion, la majorité des membres du Parti communiste de chez Renault a soutenu : « Nous n'avons pas été à la hauteur des circonstances ; il dépendait de nous de déclencher les mouvements dans les ateliers, profitant de ce que le Gouvernement était saisi à la gorge par les postiers et les cheminots ». Pourquoi cela n'a-t-il pas été fait ? Parce que la direction de la Seine (Guyot-Voguet) et le secrétariat du Parti (Duclos, Lecœur, Fajon) ont freiné.

Parbleu ! Soutenir et élargir la grève générale eût gêné et même empêché la formation avec Daladier, Palewski, Soustelle et autres gaullistes, de ce « Front National Uni » décidé le 2 septembre 1952 en même temps que Tillon et moi étions mis en accusation. Voilà ceux qui parlent de trahison.

...s'applique aussi à août-septembre 1955

Un programme composé par ces quelques revendications générales ; une campagne pour le front unique du P.C. et du P.S., en vue d'arracher ces revendications par une lutte d'ensemble allant jusqu'à la grève générale ; la perspective d'un gouvernement de front unique P.C.-P.S., il ne faudrait pas de longues explications pour stimuler la combativité des masses, pour bousculer les résistances de la direction socialiste, et pour remplacer rapidement l'atmosphère putréfiée d'aujourd'hui par un enthousiasme, une ardeur, une véritable espérance devant lesquels rien ne pourrait s'opposer.